

TRANSPHOBIE : DE LA CONFUSION AU RISQUE FASCISTE

ANALYSES

RESSOURCES

CARTOGRAPHIE

2ème édition



QUELQUES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

De la gauche confusionniste à l'extrême-droite radicale, à quoi ressemble le réseau transphobe aujourd'hui ? Répondre à cette question n'est pas aisé, c'est pourquoi nous avons créé cette brochure qui vise à apporter des éléments de réponse compréhensibles et accessibles au plus grand nombre. Cette brochure comprend une analyse du contexte français, un schéma qui offre des repères en indiquant les liens entre les acteur·ice·s-clefs, ainsi qu'une traduction de *L'antifascisme depuis une perspective trans* d'Emily Gorcenski.

Après un automne marqué par une déferlante d'attaques transphobes de tous bords, nous avons souhaité poursuivre le travail initialement conduit par le journal *Rupture*¹. Nous vous présentons ici une version simplifiée de notre cartographie qui part des groupes se revendiquant "écolos". Nous avons principalement choisi de mettre en avant les ancrages réactionnaires de trois groupes ouvertement dissimulés par des idéologies primitivistes écolos : DGR, Floraisons et PMO. Cette question n'est pas mineure puisque, comme vous le constaterez au fil de cette brochure, il s'agit d'un véritable cheval de Troie de l'extrême-droite, dont les méthodes ont déjà été éprouvées aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Le travail réalisé par la Horde sur la nébuleuse nationaliste nous a servi d'inspiration pour débiter cette cartographie et nous a été d'une grande aide tout au long de sa réalisation. Nous espérons que notre travail sera complémentaire au leur. Vous y trouverez notamment plus de détails sur les médias transphobes et certaines acteur·ice·s de notre cartographie.

Cette brochure permet de rappeler que les luttes trans sont foncièrement antifascistes, et que l'antifascisme est aussi une forme d'autodéfense trans.

¹ [Lien vers le post instagram de la cartographie du milieu transphobe par Rupture :](#)

ANALYSE DU CONTEXTE FRANÇAIS

En France, comme dans le reste du monde occidental, la transphobie connaît une poussée médiatique qui s'inscrit plus largement dans une banalisation des idées réactionnaires. Ce retour de bâton succède aux avancées pour nos droits ces vingt dernières années. Depuis le début du 21^e siècle, cette recrudescence s'observe parmi les trois axes d'influence de l'extrême-droite : le catholicisme traditionaliste, l'électoratisme et la sphère médiatique.

Le premier est illustré par l'**Institut Ichthus**, un institut catholique traditionaliste héritier de la Cité catholique, mouvement d'extrême-droite, « contre-révolutionnaire » et maurassien. Son objectif revendiqué est de pénétrer les sphères laïques pour y transmettre le message de l'Église, visant à « la renaissance d'une France chrétienne et forte ». Ce think-tank se retrouve notamment derrière le label du « Printemps français », issu d'une scission avec **La Manif Pour Tous (LMPT, devenue le Syndicat de la famille)**.

LMPT est un collectif d'associations datant de 2012, principalement catholiques et proches de l'extrême-droite s'opposant initialement à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. Elle compte divers porte-paroles, notamment Tugdual Derville, délégué général du mouvement anti-avortement **Alliance VITA** et Ludovine de La Rochère, responsable communication de la très conservatrice **Fondation Jérôme-Lejeune**. Le collectif se mobilise également contre la « théorie du genre » et les ABCD de l'égalité qu'il réussit à faire retirer en 2014. Il est aussi présent au sein des mobilisations de 2019 contre la loi bioéthique, contre laquelle se crée **Marchons Enfants**.

C'est au début des années 2000 que l'on observe le début de cette nouvelle porosité entre la droite conservatrice et l'extrême-droite (intégration des anciens du groupe Occident dans la droite dite « républicaine », rapprochement avec les partis chrétiens lors des élections de 1998 et 2002, etc.). Ce constat se poursuit avec l'élection de Sarkozy qui n'hésite pas à

reprendre les idées de l'extrême-droite, tout comme Hollande à la suite des attentats de 2015, au bénéfice de Marine Le Pen qui vient alors de prendre les rênes du mouvement créé par son père (aux côtés d'anciens membres de la Division Charlemagne de la Waffen SS, parce que nous ne nous laisserons jamais de rappeler ce « détail de l'histoire »). C'est dans ce contexte de succession « d'états d'urgence » que Macron arrive au pouvoir, talonné par l'extrême-droite.

Le rôle de la sphère médiatique dans cette normalisation, via la propagation des paniques morales et la place qu'elle accorde aux discours et personnalités de l'extrême-droite, est incontestable. Les deux bénéficient en effet de la ligne directrice du « business » des médias sous le capitalisme : faire passer la qualité d'informations après le profit et la génération des clics/des vues. Le but est d'engager émotionnellement le consommateur plutôt qu'informer la-e citoyen-ne. Les capitaines d'industrie qui pilotent cet écosystème sont bien connus : comme Murdoch aux États-Unis, on trouve en France **Bolloré** (lui-même d'obédience chrétienne ultra-conservatrice) et Dassault (famille de vendeurs d'armes milliardaires).

On connaît leur modèle médiatique : beaucoup de polémistes, de chroniqueurs, très peu de journalistes. Les paniques morales ne sont pourtant pas nouvelles : au début des années 1990, on ne parlait pas encore du « wokisme » mais du « politiquement correct ». Dès les années 2000, on voit apparaître trois figures emblématiques du « on ne peut plus rien dire » : l'humoriste (Gaspard Proust, Blanche Gardin...), l'homme politique (Sarkozy popularise l'expression) et l'éditorialiste réactionnaire (tel que Zemmour).

Aujourd'hui, le paysage médiatique est saturé par cette agitation manipulatrice reposant sur les exagérations et les mensonges. La panique autour du « wokisme » est une importation directe des États-Unis (notamment de la Floride de De Santis) et de la Grande-Bretagne. Elle est notamment reprise par le ministre **Blanquer** qui crée fin 2020 celle sur « l'islamogauchisme », avec Vidal et son Observatoire du décolonialisme, afin de faire campagne du côté de l'électorat de l'extrême-droite un an avant les présidentielles.

Ces paniques morales autour d'une prétendue "corruption" de l'éducation et donc de la jeunesse, ne sont qu'une distraction supplémentaire de la droite pour masquer la destruction néolibérale des services publics, notamment de l'Éducation Nationale.

Ce phénomène contribue également à la banalisation des discours de haine dans les médias, permise par la concentration des grands groupes (Bolloré)². Ce n'est pas seulement que les « dérapages » sont vendeurs, mais bien qu'il y a derrière une ligne éditoriale qui vise à installer la xénophobie et l'extrême-droite au centre du débat politique, à force de coups d'éclat et de scandales.

L'extrême-droite, via des thèses développées par **Alain de Besnoit**, a pensé une nouvelle stratégie pour rendre ses idées omniprésentes. Cela a créé une petite « révolution » dans ses méthodes. Au lieu d'agir directement et à court terme sur le champ politique comme le GUD, l'Action Française ou le FN, la stratégie alternative consiste à agir sur un temps long (30-50 ans) au niveau des cercles intellectuels, afin de petit à petit faire pénétrer ses idées dans le débat intellectuel de façon masquée. D'où la création d'un nouveau vocabulaire pseudo-savant comme "ethno-différencialisme", "communautarisme", "transactivisme", "islamogauchisme", etc. C'est pourquoi le rôle des médias est devenu une prise de guerre idéologique de l'extrême-droite qui aurait amené une frilosité dans la presse grand public il y a 20/30 ans est désormais d'une banalité terrifiante.

Cette banalisation profite à **Marine Le Pen**, et *in fine* à toute l'extrême-droite, via la mise en scène de sa « dédiabolisation ». Ce terme repose sur une prétendue « diabolisation » préalable et l'objectif de respectabilité se retrouve dès la création du parti. Les outils utilisés restent les mêmes : Marine Le Pen n'a fait que poursuivre cette stratégie avec les mêmes recettes. Recrutement de cadres passant bien dans les médias – **Florian Philippot** en a été l'exemple parfait pendant des années – prise de

² [À l'air libre, « " Media Crash ", au cœur de la catastrophe médiatique », sur Mediapart, 14 février 2022](#)

distance, officiellement, avec les groupes extrémistes, lissage du discours où le racisme et la xénophobie sont largement euphémisés. Mais en pleine stratégie médiatique de « dédiablement », sa garde rapprochée reste composée d'anciens du GUD - Groupe Union Défense.

Une autre importation outre-Atlantique joue sur un médium différent : les réseaux sociaux. Le *Gamer Gate* est une grande campagne de harcèlement envers des critiques féministes qui émane du milieu des jeux-vidéo, via Reddit et 4chan, mais également jeuxvideo.com (forum 18-25), forum de Fortnite, Twitter et Youtube. Lorsqu'en 2017 la journaliste Nadia Daam est harcelée par des utilisateurs du forum jeuxvideo.com, les mêmes mécanismes sont à l'oeuvre qu'en 2014 aux États-Unis. Ce déferlement d'anti-féminisme et de sexisme sur Internet, auquel se sont ajoutés la transphobie et le racisme, a été utilisé comme terreau de recrutement par les conservateurs et néo-réactionnaires.

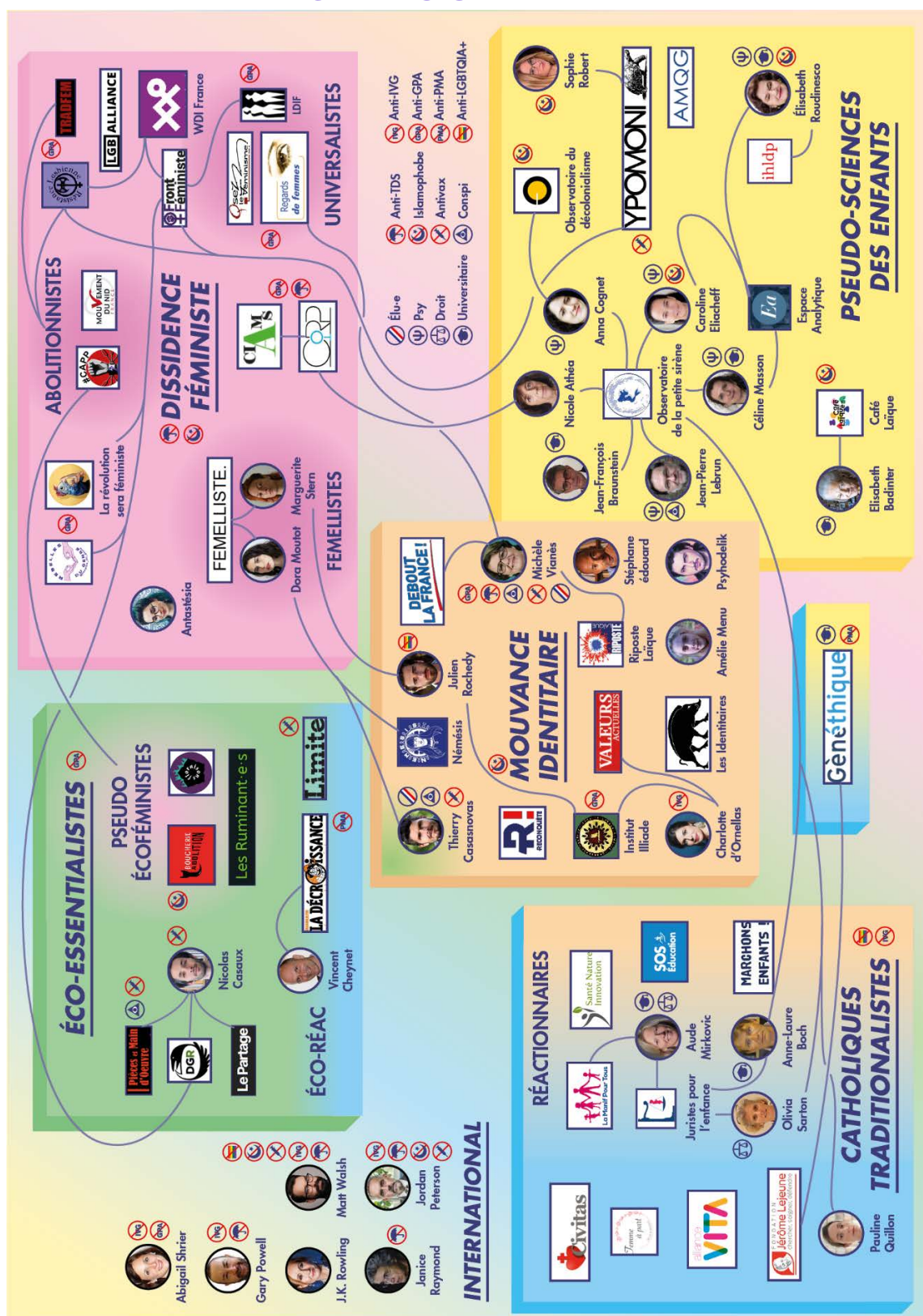
En France, on retrouve dans ce réseau le sosie américain d'Alain Soral, des youtubeurs fachos et autres rebelles de l'Internet qui constituent une véritable sphère conspirationniste, réactionnaire et misogyne. Leur but était de faire enrager les féministes, les *social justice warriors*, les wokes et de s'en payer une bonne tranche sur leur dos, tout en mobilisant des stratégies de harcèlement intenses et de manipulation d'informations, reprises tant par le **Printemps Républicain** que par les soutiens d'**Eric Zemmour**.

C'est également via les réseaux sociaux que la propagation récente de la transphobie connaît son apogée. À l'étranger, puis importée en France, cela se cristallise autour des prises de position transphobes de **JK Rowling**, jusqu'à en faire le sujet principal de ses posts publics. Le soutien qu'elle reçoit en France est amplifié par deux anciennes féministes : **Dora Moutot** et **Marguerite Stern** (nom d'emprunt). De manière similaire, leur obsession transphobe les amènera à se détourner des combats féministes pour se retrouver de plus en plus proches de l'extrême-droite. La première sera notamment reçue par la ministre **Marlène Schiappa** afin de présenter un dossier de « ressources au sujet des problématiques sur l'idéologie d'identité de genre » lors de la discussion de la loi sur les thérapies de conversion. Elle

retournera dans les sphères du pouvoir accompagnée de Stern à l'été 2022, à la suite de leurs positions contre le Planning Familial, pour s'entretenir avec les députées **LREM Caroline Yadan** et **Aurore Bergé**.

Encore plus ancrées dans la sphère des catholiques réactionnaires, les figures publiques de **Caroline Eliacheff** et **Céline Masson** fédèrent autour de la panique morale concernant les enfants trans au sein de leur collectif **l'Observatoire de la Petite Sirène**. Celui-ci a été créé en réaction à la circulaire sur l'accueil des élèves trans et s'est mobilisé pour faire supprimer la mention de l'identité de genre de la loi interdisant les thérapies de conversion. Créé pour la même raison, on retrouve également **Ypomoni**, fondation par laquelle **Camille Lebreton** (nom d'emprunt de Catherine Cuvelier), cherche à occuper l'espace médiatique et légal : en lançant des pétitions, en contactant directement les parlementaires, chercheurs et médecins et en traduisant des textes issus de la sphère transphobe anglophone, notamment pour l'Observatoire de la Petite Sirène.

CARTOGRAPHIE



Cette carte de la transphobie en France est synthétique et non-exhaustive. Elle sera éditée régulièrement.

DESCRIPTION DÉTAILLÉE³

Cette cartographie présente les principaux acteurs, individus et collectifs, de la nébuleuse transphobe en France. Ces derniers sont catégorisés en cinq groupes en fonction de leur ancrage idéologique : les éco-essentialistes, la dissidence féministe, les catholiques traditionnalistes, la mouvance identitaire et les pseudos-sciences des enfants. Un sixième groupe présente des acteurs-clés de la transphobie à l'international.

Le positionnement politique et moral de ces différents acteurs est précisé au moyen de pictogrammes qui seront transcrits dans le cadre de cette description.

Cette cartographie présente également les relations qui existent entre les différents acteurs de la transphobie, mettant à jour des liens entre ceux qui se réclament de causes progressistes ou scientifiques, telles que l'écologie ou le féminisme, et des acteurs tenant les pires positions réactionnaires. Afin de ne pas trop alourdir cette description, ces liens ne seront pas décrits ici. Pour les connaître, le·a lecteur·ice pourra se reporter au commentaire de la carte qui suit cette section. Nous détaillons ci-après la composition des groupes figurant sur la carte et apportons des précisions au positionnement des acteurs.

LES ÉCO-ESSENTIALISTES

Cette catégorie (anti-GPA) comprend :

- Le collectif Pièces et Main d'Œuvre (conspirationniste et antivax)
- Deep Green Resistance
- Le site Le Partage
- Nicolas Casaux (antivax)

³ Cette description détaillée permet aux personnes qui, pour diverses raisons, ne peuvent pas lire la carte, d'avoir accès à son contenu.

Elle contient également la sous-catégorie « pseudo-écoféministes » avec Boucherie Abolition (islamophobe), le blog Floraisons et le site Les Ruminant·e·s et la sous-catégorie « éco-réac » avec Vincent Cheynet, le média La Décroissance (anti-PMA) et la revue Limite (antivax).

DISSIDENCE FÉMINISTE

Cette catégorie (anti-TDS et islamophobe) comprend :

- Le collectif Résistance Lesbienne (anti-GPA)
- Le site Tradfem (anti-GPA)
- Le collectif LGB Alliance
- Women's Declaration International (WDI) France
- Le Front féministe
- La CIAMS (La Coalition Internationale pour l'Abolition de la Maternité de Substitution, Anti-GPA, anti-TDS)
- Le CORP (Collectif pour le respect de la personne, anti GPA, anti-TDS)
- Le podcast Rebelles du Genre (anti-GPA)
- Le podcast La révolution sera féministe (anti-GPA)
- Antastésia

Ce groupe contient également le sous-groupe « femellistes » avec Dora Moutot, Marguerite Stern et la plateforme femelliste, le sous-groupe « abolitionnistes » avec le CAPP (Collectif Abolition Porno Prostitution) et le Mouvement du Nid ainsi que le sous-groupe « universalistes » avec Osez le féminisme!, la Ligue du Droit International des femmes (anti-GPA) et l'association Regards de femmes (anti-GPA).

CATHOLIQUES TRADITIONNALISTES

Cette catégorie (anti IVG, anti-LGBTQIA+) contient :

- Civitas
- Alliance Vita
- La fondation Jérôme Lejeune
- Pauline Quillon

- La chaîne Youtube Femme à Part
- Gènéthique (universitaires, anti-PMA)

Elle comprend également le sous-groupe des « réactionnaires » avec :

- Le Syndicat de la famille/La Manif Pour Tous
- Juristes pour l'enfance
- SOS Education
- Marchons enfants
- La maison d'édition Santé, Nature, Innovation
- Aude Mirkovic (universitaire, juriste)
- Olivia Sarton (juriste)
- Anne-Laure Boch (universitaire)

MOUVANCE IDENTITAIRE

Cette catégorie (islamophobe) comprend :

- Thierry Casasnovas (élu, conspirationniste, antivax)
- Le collectif Némésis
- Julien Rochedy (anti-LGBTQIA+)
- Debout La France !
- Michèle Vianès (élue, antivax, conspirationniste, anti-TDS, anti-GPA)
- Stéphane Edouard
- Riposte Laïque
- Psychodelik
- Amélie Menu
- Les identitaires
- Charlotte d'Ornellas (anti-IVG)
- Valeurs Actuelles
- L'institut Illiade (anti-GPA)
- Reconquête

LES PSEUDO-SCIENCES DES ENFANTS

Cette catégorie comprend :

- L'observatoire de la petite sirène
- Nicole Athéa
- Anna Cognet (psy)
- Caroline Eliacheff (psy, islamophobe)
- Céline Masson (psy, universitaire)
- Jean-Pierre Lebrun (psy, conspirationniste)
- Jean-François Braunstein (universitaire)
- L'observatoire du décolonialisme (islamophobe)
- Ypomoni (antivax)
- Sophie Robert (islamophobe)
- L'Espace Analytique
- L'AMQG (Approche mesurée des questionnements de Genre)
- Elisabeth Roudinesco (psy, universitaire, islamophobe)
- L'IHLDP (institut histoire et lumière de la pensée)
- Le Café Laïque (islamophobe)
- Elisabeth Badinter (universitaire)

INTERNATIONAL

Cette catégorie comprend :

- Abigail Shrier (anti-IVG, anti-GPA)
- Gary Powell (anti-IVG, anti-TDS)
- J.K. Rowling
- Matt Walsh (anti-LGBTQIA+, islamophobe, antivax, anti-IVG, anti-TDS)
- Janice Raymond (anti-TDS)
- Jordan Peterson (anti-IVG, anti-TDS, islamophobe, antivax)

COMMENTAIRE DE LA CARTE

LES ÉCO-ESSENTIALISTES

Né outre Atlantique au début des années 2010, **Deep Green Resistance (DGR)** s'inscrit dans le mouvement de « l'écologie profonde » et s'organise autour des figures de Lierre Keith, Derrick Jensen et Aric McBay. Leur projet se concentre autour de deux axes : la critique de la civilisation industrielle et l'action directe. La transphobie du groupe est présente dès l'origine, ce qui conduit l'un des co-fondateurs (Aric McBay) à le quitter début 2012.

Le mouvement arrive en France principalement grâce au blog de **Nicolas Casaux**, « **LePartage** », en 2015 et s'implante surtout à Rennes. Avec l'aide de **Kevin Haddock**, Casaux fonde les **Éditions LIBRE** pour publier les traductions des ouvrages des membres de DGR. Il relaye ensuite, toujours via son blog, les écrits de **Pièces et Main d'œuvre (PMO)**, collectif grenoblois. Ce dernier se positionne également dans le courant anti-industriel depuis 2000 et publie des textes ouvertement masculinistes, homophobes, transphobes et validistes. Leurs livres sont publiés aux éditions **L'Échappée**.

Le podcast **Floraisons** participe également à la promotion du financement des ouvrages des Éditions Libre.

LES PSEUDO-ÉCOFÉMINISTES

Lancé en 2019, notamment par **Lorenzo Papace** (de la chaîne Youtube « **L'école du chat noir** »), le podcast **Floraisons** est l'une des principales plateformes de diffusion des idées anti-techs transphobes et putophobes de **DGR**. On y retrouve la participation de groupes tels que **Résistance Lesbienne** et **PMO**. Floraisons contribue également à la propagation des textes transphobes et putophobes internationaux, tels ceux d'**Andrea Dworkin** ou de **Janice Raymond**. Ils soutiennent également deux des personnalités les plus véhémentes et actives de la transphobie au Royaume-Uni : **Maya Forstarter** et **JK Rowling**.

Une (ex-)collaboratrice de DGR, **Ana Minski** (archéologue), poursuit ce travail sur son site **Les Ruminant-e-s** et le groupe Facebook **Écologie Radicale Incivilisée**, où elle se fait le relai de groupes tels que **Ypomoni**. La blogueuse se fait également inviter dans les podcasts **La révolution sera féministe** et **Rebelles du genre**. Elle est également proche du **Mouvement du Nid** et du groupe derrière le site **Tradfem**. Elle publie aussi un livre contre la GPA aux éditions **l'Échappée**.

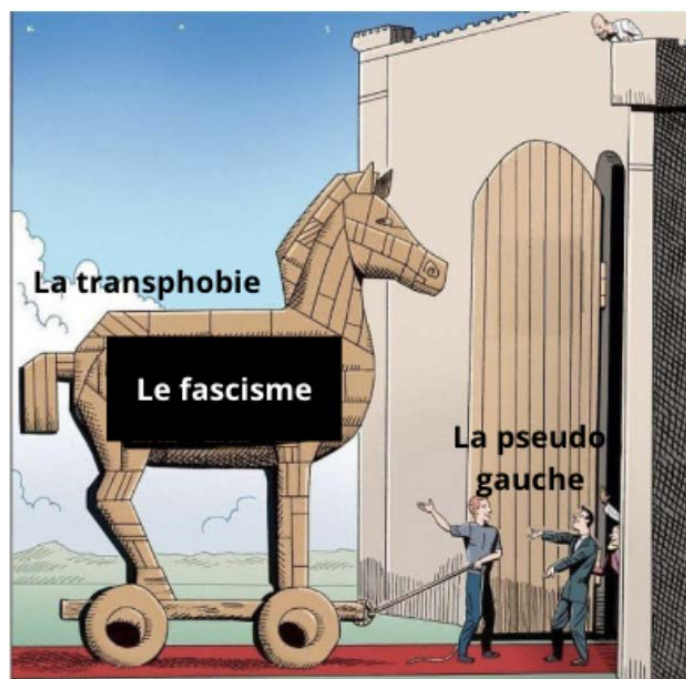
Première conceptrice du terme « **femelliste** » (repris par **Stern** et **Moutot**), **Solveig Halloin**, ancienne actrice et **ex-FEMEN**, crée le collectif **Boucherie Abolition (BA)** en 2016. Ce groupe qui œuvre pour la lutte antispéciste promeut également la haine anti-trans (et putophobe) en traduisant entre autres des textes d'Andrea Dworkin et de **Jennifer Bilek** et en nommant les personnes trans des « gynonégationnistes ». Halloin tient également plusieurs fois des propos islamophobes. Suite à l'appel de Marguerite Stern et Dora Moutot autour du terme « femelliste » début 2023, BA tient à prendre ses distances avec ces deux figures, en nommant leur tentative de groupe un « putsch d'extrême-droite raçospéçosexiste ».

LES ÉCO-RÉACTIONNAIRES

Vincent Cheynet, se définissant comme « ni de gauche ni de droite », fonde le journal **La Décroissance** (Lyon) en 2004 avec les autres membres de l'association **Casseurs de pub**. Ses croyances catholiques l'amènent à voir les désirs des individus modernes comme sans limites et nécessitant qu'on leur impose des restrictions. Le journal publie entre autres des textes racistes et anti-PMA/GPA (notamment de **PMO**) et son dirigeant s'oppose également au Mariage pour tou-te-s.

Encore plus ancrée dans le mouvement de **La Manif Pour Tous (LMPT)**, la revue **Limite** catho-écolo fondée en 2015 suite au mouvement des **Veilleurs** prône une « écologie intégrale » (lancée par le Pape). Leur slogan pourrait être résumé à « Pas d'OGM et pas de mariage gay ». On y retrouve des figures de l'extrême-droite telles que **Gaultier Bès** (directeur adjoint qui appelle à participer aux marches anti-IVG en affirmant qu'« une politique écologique

ne peut être que du côté de la vie ») et **Eugénie Bastié** (qui quitte la revue en 2019 pour rejoindre **CNews** et une ligne politique plus proche d'**Éric Zemmour**). La revue s'arrête à l'automne 2022 à la suite d'une scission interne car « certaines personnes ne s'intéressaient plus qu'à s'opposer au wokisme ».



DISSIDENCE FÉMINISTE EXCLUSIONNISTE

Fondée en 2018, la **LGB Alliance** est une association britannique qui se présente comme un mouvement pour les droits des personnes lesbiennes, gay et bissexuelles, mais qui centre ses activités sur des campagnes contre les droits des personnes trans. Elle est relayée par des personnalités transphobes telles que **Rowling** ou **Matt Walsh** (journaliste américain se revendiquant ouvertement « fasciste théocratique »). La LGB Alliance s'est déclinée en plusieurs franchises internationales, dont une française, qui relaie les discours des femellistes, d'**Ypomoni** ou encore de **Casaux**, en 2021. Ce mouvement entretient également des liens avec l'extrême-droite catholique étatsunienne (**Gary Powell**, conservateur contre l'homoparentalité s'enorgueillit d'avoir participé aux réunions de lancement du mouvement).

D'autres groupes plus anciens sont bien plus implantés en France. Parmi eux, le collectif **Tradfem** traduit depuis 2013 les principaux textes anglophones

de propagande transphobe sur son blog ou dans des livres tels que *Trans : Quand l'idéologie heurte la réalité* ou *Pornographie : Les hommes s'approprient les femmes* (dont la préface est rédigée par **Moutot**). On y retrouve plusieurs auteur·ice·s proches de **Floraisons**, **DGR** et **Ypomoni**.

Les podcasts **La révolution sera féministe** et **Rebelles du genre** sont de la même manière des espaces de rencontre et de diffusion des différents positionnements transphobes. Le premier porte également des revendications féministes depuis 2019. « Nadia » (l'hôte) y invite et relaie également des putophobes : l'**Amicale du Nid** et **Osez Le Féminisme (OLF)**. On y retrouve aussi **Sophie Robert** et **Ypomoni**, **Ana Minski**, **Anissia Docaïgne-Makhrova** (juriste et activiste à l'**Amazone Paris**, utilise aussi le nom Makhroff), et **Fadela Maaroufi** (créatrice du **Café Laïque**). Le podcast est suivi entre autres par **Annie Sugier** (ex-MLF derrière la **Ligue Internationale du Droit des Femmes**) et **Daria Khovanka** (membre du **Collectif Abolition Porno Prostitution**), et apporte son soutien à **Stern**.

Plus récemment, le podcast **Rebelles du genre** (2021) n'invite que des transphobes, des putophobes et des islamophobes telles que **Moutot**, **Docaïgne-Makhroff**, **RadCaen**, les youtubeuses **Annie-Ève** et **Antastesia**, **Johanna** (de **Bois mes règles** et le **CAPP**), **Sophie Robert**, **Kathleen Stock**, et **Minski**.

Les deux podcasts, tout comme **DGR** et **Ypomoni**, font partie du **Front Féministe**, un groupe de 68 associations dans 7 pays lancé en 2022 par les collectifs **Chiennes de garde** et **Zéromacho** et se rassemblant autour de **Florence Montreynaud**. Son manifeste se base sur des arguments transphobes, putophobes et islamophobes, à rebours des vécus et enjeux intersectionnels, ne représentant que les vécus des femmes cisdyadiques, blanches et bourgeoises. Le groupe signe également la **Women's Declaration International (WDI)**.

Cette déclaration est lancée en 2019 par trois transphobes et putophobes de Grande-Bretagne : **Maureen O'Hara** (avocate), **Sheila Jeffreys** (ex-professeure universitaire) et **Heather Brunsell-Evans** (sociologue et

philosophe dont les écrits figurent sur **Tradfem**). Cette organisation pseudo-féministe se fédère autour d'une déclaration dont le but est l'abolition de la quasi-totalité des droits des personnes trans. Sa branche française s'appelle **Noues Femmes** et collabore avec **Juristes Pour l'Enfance**.

Enfin, **Résistance Lesbienne** est un collectif où se retrouvent plusieurs anciennes du **MLF**. Ses membres se font connaître lors d'actions transphobes durant les Marches des Fiertés et pour les droits des femmes de 2021. Leurs discours se basent notamment sur une négation des expériences transmasculines. En effet, pour elles, les personnes transmasculines seraient des « lesbiennes influencées par une culture misogyne et lesbophobe » (que serait, pour elles, la culture queer). Par ailleurs, elles se positionnent contre le BDSM, le travail du sexe (TDS) et ce qu'elles nomment « l'idéologie queer ». Elles sont proches des femellistes (**Stern et Moutot**), les rencontrant au squat **l'Amazone** à Paris, et d'**OLF**. Elles passent également sur le podcast **Floraisons** et ont signé la **WDI**.

LES ABOLITIONNISTES

Les groupes et personnalités transphobes sont très souvent également putophobes. Deux sont particulièrement notables : le **Mouvement du Nid**, fondée en 1971 pour l'abolition de la prostitution par le père **André-Marie Talvas** et plus récemment, le **Collectif Abolition Porno Prostitution (CAPP)** qui, depuis 2019, se positionne en plus de l'abolition de la prostitution, pour celle du porno et contre la GPA, avec comme figure de proue **Johanna Vrillaud (Bois mes règles)**.

LES UNIVERSALISTES

Le féminisme universaliste vise avant tout la lutte contre le sexisme et ne conçoit pas que la religion ou le travail du sexe puissent être autrement que patriarcales. Les tenant-e-s de ce féminisme critiquent notamment le féminisme intersectionnel qu'elles qualifient de « communautariste » car ce dernier réduirait les citoyen-ne-s à leur appartenance à des communautés – race, classe, validité, etc. – en prenant en compte ces particularités dans son

analyse. Toutes se positionnent contre le port du voile en France. On retrouve notamment dans ce groupe **Osez le féminisme (OLF)**, une association fondée en 2009 par **Caroline de Haas** à partir d'une base militante allant du **PS/EELV** au **Front de Gauche**.

Autre association notable, **Regards de femmes** est créée en 1998 par **Michèle Vianès** à Lyon pour fédérer les différentes associations de femmes dans la ville. Récemment, l'association organise plusieurs événements avec **Eliacheff** et **Masson**.

Enfin, la **Ligue du Droit International des Femmes** est créée en 1983 par des militantes **MLF**, notamment **Annie Sugier**. La ligue signe une tribune dans *Marianne* et dit que « le transactivisme » est « une affaire d'hommes ». Elle rejoint également **Front Féministe**.

LES FEMELLISTES

Le mouvement créé par **Marguerite Stern** et **Dora Moutot**, reprenant la terminologie de **Halloin**, adhère à la théorie du complot sur le « financement du lobby trans » par l'industrie pharmaceutique. On trouve parmi les signataires de leur texte : **Anissia Docaïne-Makhrova**, **Caroline Eliacheff**, **Claude Habib** (femme antiféministe, homophobe et autrice de *La question trans*), **Fadila Maaroufi** (co-fondatrice du **Café Laïque**), **Michèle Vianès** et **Sophie Robert**.

Marguerite Stern (nom d'emprunt) est une **ex-FEMEN** qui participe aux collages contre les féminicides. Elle ouvre également le squat l'**Amazone** et se positionne contre le voile et le TDS. Elle commence à être ouvertement transphobe début 2020 en réaction au slogan « des sisters pas des cisTERF » et co-rédige la tribune publiée dans *Marianne*, puis celle adressée à Elisabeth Borne en 2022 avec **Moutot**. **Julien Rochedy** affirme être en contact avec elle et elle le confirme, ainsi que la lecture de son livre masculiniste le démontre.

Fondatrice en 2018 du compte Instagram « **T'as joui ?** » et proche collaboratrice de Stern, **Dora Moutot** critique la contraception et soutient le

masculiniste suprémaciste blanc Jordan Peterson. Fin 2021, elle incite ses abonné-e-s Instagram à mener une campagne de lobbying envers le Sénat afin de faire supprimer la mention d'identité de genre d'un texte de loi pour l'interdiction des thérapies de conversion. Elle est reçue avec **Anissia Docaïne-Makhroff** (ou Makhrova, la même personne) par la ministre **Marlène Schiappa** afin de présenter un dossier de «ressources au sujet des problématiques sur l'idéologie de l'identité de genre». Elle partage également les thèses de la blogueuse conspirationniste américaine **Jennifer Bilek**, qui dénonce des milliardaires qui auraient «infiltré la communauté gay» afin de «convaincre les personnes cisgenres qu'elles doivent transitionner, avec pour but ultime de [...] mettre l'humanité en esclavage en fusionnant homme et machine”.

En 2020, Dora **Moutot** publie une plaisanterie sur Instagram à propos de l'État islamique et de la pandémie de Covid-19 dans laquelle elle se demande si les membres de l'EI se réjouissent du port du masque, assimilé au hijab. Islamophobie et eugénisme sont ainsi réunis. En 2022, **Moutot** apporte son soutien au naturopathe anti-IVG **Thierry Casasnovas** et passe une semaine chez lui.

Stern et Moutot sont également reçues par les députées **LREM Caroline Yadan** et **Aurore Bergé** lors de l'été 2022 suite à leurs positions contre le Planning Familial.

LES CATHOLIQUES TRADITIONNALISTES

Extrait de **La Horde**⁴ : *La lutte anti-IVG est l'un des combats historiques des cathos tradis : les **Marches pour la Vie** rassemblent chaque année plusieurs milliers de gens et la **Fondation Lejeune**, depuis 1996, associe recherches scientifiques sur les maladies génétiques et engagement militant contre l'avortement.*

Le président de cette fondation (**Jean-Marie Le Méné**, magistrat) est également directeur des publications du site **Généthique**. Label de la

⁴ [Lien vers le schéma de la Horde](#). Merci à elleux.

fondation, ce site « d'actualité bioéthique » est créé en 2000 et se focalise principalement sur trois sujets : la lutte contre les personnes trans*, la lutte contre l'euthanasie et celle contre le droit à l'IVG. C'est un média dans lequel beaucoup de membres de l'**Observatoire de la Petite Sirène** publient, ainsi qu'**Olivia Sarton**. Il est régulièrement relayé par **KTOtv** et **LMPT**.

Également relayée par la **Fondation Lejeune**, l'**Alliance VITA** est une association du mouvement « pro-vie » fondée en 1993 par **Christine Boutin** (anti-IVG et opposée au PACS/mariage pour tou-te-s). Son porte-parole actuel est **Tugdual Derville (LMPT)** dont le frère est directeur spirituel de l'**Opus Dei**.

LES RÉACTIONNAIRES

Extrait de **La Horde** : *Collectif soutenu par la droite catholique, **La Manif Pour Tous (LMPT)** a organisé en 2012-2013 des manifestations massives contre le projet de loi sur le mariage homosexuel. Depuis, LMPT s'est essoufflée, et son vice-président, **Albéric Dumont**, est aujourd'hui chargé de la sécurité de **Zemmour**.*

En 2023, le mouvement change de nom et devient **Le Syndicat de la Famille**. **Aude Mirkovic**, une juriste catholique universitaire, soutien de **Matt Walsh** et figure du mouvement **LMPT**, s'est fait connaître du grand public à la fin des années 2010 par le biais de son combat contre la légalisation en France de la GPA et de la PMA. Ses travaux lui ont valu d'être sollicitée par le gouvernement en 2018 sur la loi bioéthique. Par ailleurs, elle crée en 2008 l'association catholique anti-droits lgbt/PMA/GPA/IVG **Juristes pour l'Enfance** qui concentre ses actions sur du lobbying juridique et agit avec **Alliance Vita**, l'**Observatoire de la Petite Sirène**, et **Noues Femmes**. Elle est rejointe à l'automne 2019 par l'avocate et militante anti-GPA/IVG **Olivia Sarton** qui collabore régulièrement avec **Généthique**, **Valeurs Actuelles (VA)** ou **Le Figaro**. L'association invite également **Anne-Laure Boch**, une neurochirurgienne catholique militant contre la PMA. Elle participe aussi aux colloques de **SOS Éducation**, aux actions de **LMPT** et de **Marchons Enfants** et écrit des articles pour **Causeur**. Elle fait partie de l'association des

scientifiques chrétiens et des membres de travail de l'**Observatoire de la Petite Sirène**. Elle est plusieurs fois citée par **PMO**.

Marchons Enfants est un collectif fondé à l'automne 2019 contre la loi bioéthique qui rassemble **LMPT** et une vingtaine d'autres associations (Centre européen pour le droit et la justice (ECLJ), Les Associations Familiales Catholiques, Juristes Pour l'Enfance, Alliance VITA, RN, Génération nation, Cocarde étudiante, Civitas, Génération identitaire, Némésis, Action française et divers groupes nationalistes locaux tels que La Ligue du Midi).

Instrumentalisant également les enfants, **SOS Éducation** est une association anti-IVG fondée à l'automne 2001 par **Vincent (et Isabelle) Laarman**, neveu de François Laarman (créateur de la maison d'édition Santé Nature Innovation et famille pionnière du militantisme par marketing, notamment contre les impôts). L'association est financièrement liée à la **Fondation pour l'École** (agissant pour la création d'écoles privées et partisane du « libéral-catholicisme ») et est très proche du mouvement **Sens commun** (aujourd'hui absorbé par **Reconquête**). Son programme d'éducation est proche de celui du **RN**. Elle est connue pour s'être opposée en 2007 et en 2014 à l'exposition « Zizi sexuel » du dessinateur Zep ou pour avoir un responsable hiérarchique ayant utilisé une fausse adresse mail au nom d'Emmanuel Macron pour envoyer une pétition provenant d'un site d'extrême-droite. L'association organise des conférences avec **Eliacheff** et **Masson** et soutient **Fillon** ainsi que **Blanquer**. Sa déléguée générale **Sophie Audugé** participe au débat sur les enfants trans sur **TPMP** (Touche Pas à Mon Poste) et est régulièrement invitée sur d'autres médias d'extrême-droite (CNews, Sud radio...).

MOUVENCE IDENTITAIRE

Extrait de La Horde : *Une structure féminine a vu le jour au sein de la nébuleuse des réactionnaires nationaux, le collectif **Nemesis** qui, sous couvert de « féminisme de droite », défend en réalité le modèle patriarcal traditionnel. Elles sont proches notamment d'**Eugénie Bastié** (journaliste d'extrême-droite régulièrement sur CNews) et de **Charlotte d'Ornellas**. Cette dernière est membre de l'**Institut l'Illiade**, un think-tank de l'avant-*

garde idéologique du Rassemblement National fondé en 2014 par **Jean-Yves Le Gallou**. Il compte également parmi ses membres **Julien Rochedy**, des membres de **SOS Education** et **Marion Maréchal**.

Julien Rochedy est notamment un ex-militant du FN, homophobe, qui soutient maintenant **Zemmour**. Il crée l'**École Major**, un institut de formation masculiniste en ligne. Il est ami avec **Loïk Le Priol**, militant néofasciste et ex-membre du **GUD**, arrêté pour avoir assassiné à Paris le rugbyman Federico Martín Aramburú. En 2022, il intervient lors d'un colloque de l'**Action Française** et publie également un livre avec le youtubeur d'extrême-droite **Papacito**.

Charlotte d'Ornellas est la journaliste la plus visible de la fachosphère, catholique, identitaire et anti-IVG. Elle est membre de l'ONG **SOS Chrétiens d'Orient**. Elle débute avec des piges pour **VA** et Famille chrétienne et collabore aussi à **Boulevard Voltaire**. Elle intervient également à **Radio Courtoisie** et est chroniqueuse sur TVLibertés puis BFM. En 2016, elle fonde avec **Damien Rieu**, ancien porte-parole de **Génération identitaire**, le magazine **France**. Depuis 2021, elle travaille pour **Europe 1** à la suite d'un rapprochement avec la rédaction de **CNews** (où elle est régulièrement invitée), dans le cadre du rachat de la station par Vincent Bolloré et d'une « droitisation » de la ligne éditoriale. Elle devait initialement discuter avec **Moutot** lors de la soirée de lancement d'**Omerta** (nouveau média d'extrême-droite pro-poutine) à l'automne 2022 à la suite de la vidéo d'**Amélie Menu**. Cette dernière se fait connaître grâce à Youtube et réalise le documentaire « Trans : La confusion des genres » pour **Omerta**, avec des entretiens réalisés sous un faux nom (Pauline Fauré). Elle invite **Moutot** sur sa chaîne Youtube et est relayée sur celle de la catholique « Femme à part » (qui soutient également **Matt Walsh**).

Comme mentionné précédemment, Moutot est également proche de **Thierry Casasnovas**, un autre youtubeur. Naturopathe, « hygiéniste » et anti-IVG, il est également complotiste anti-masque/anti-vaccin (notamment depuis le début de la pandémie COVID-19). Il organise aussi des stages via l'association **Régénère**, dont il est le fondateur, et qui commercialise en ligne divers

produits, en particulier des extracteurs de jus. Il est surveillé par la Miviludes pour dérives sectaires, mise en danger de la vie d'autrui et pratiques dangereuses pour la santé. À partir de 2014, l'association **Égalité et Réconciliation**, fondée notamment par **Alain Soral**, le relaie et l'invite. Il est également proche de **Dieudonné** et conseiller municipal, élu aux élections de 2020 à Taulis. Il publie une vidéo commune de deux heures avec **Jean-Jacques Crèveœur**, dans laquelle il explique vouloir « révéler ce qui est caché » et « proposer une autre histoire » sur cette pandémie. Jean-Jacques Crèveœur, conférencier conspirationniste belge, y donne libre cours à ses théories sur un grand complot de Bill Gates, sur la 5G ou encore sur « le gel nanotechnologique qui sera dans le vaccin et qui permettra de nous pucer ».

Prenant également part à la diffusion de discours complotistes anti-vaccins, **Riposte Laïque** est un site de propagande islamophobe créé en 2007 par le cofondateur **Pierre Cassen** (soutien de **Zemmour**) et édité par l'association israélienne **Réponse Laïque**. Proche des Identitaires, l'association (qui tente de se distinguer de l'extrême-droite traditionnelle en misant tout sur la communication) est poursuivie en 2016 pour incitation à la haine et publie à plusieurs reprises des informations fausses et des théories du complot sur des sujets comme l'épidémie de coronavirus de 2020. On compte parmi ses contributeur·ice·s régulier·ère·s : **Anne Zelensky**, présidente de la **Ligue du Droit des Femmes**, et **Michèle Vianès**, marraine et fondatrice de l'un des comités locaux de **Ni Putes Ni Soumises** ainsi que de **Regards de femmes**.

Cette dernière est une islamophobe qui participe à la Commission du Statut des Femmes chaque année à New York. Elle est conseillère municipale et adjointe au maire en région lyonnaise et organise des conférences avec le **Comité Laïcité République** à **Regards de femmes**. En février 2008, l'association attaque la ville de Lyon devant le tribunal administratif après qu'elle a annoncé vouloir proposer des menus avec ou sans viande aux enfants fréquentant les cantines scolaires.

PSEUDO-SCIENCES DES ENFANTS

Les deux principaux collectifs de cette partie (**Ypomoni** et l'**Observatoire de la Petite Sirène**) nient également beaucoup l'autonomie et les capacités de réflexion/émancipation des personnes autistes.

Ypomoni, « Pour une approche éthique des questions de genre », est un collectif se présentant comme « laïc et apolitique », « regroupant des parents inquiets de l'explosion des transitions médicales », s'inspirant de l'**AMQG** suisse. Son mode d'action consiste à occuper l'espace médiatique et légal, en lançant des pétitions, contactant directement sénateurs, chercheurs et médecins et en traduisant des textes issus de la sphère transphobe anglophone, notamment pour l'**Observatoire de la Petite Sirène**.

Le collectif est fondé à l'automne 2021 par **Camille Lebreton** (nom d'emprunt de **Catherine Cuvelier**), maman d'un potentiel garçon trans adolescent, se disant « féministe matérialiste, écologiste ». Elle publie et est notamment relayée sur **Les Ruminant-e-s** et **Tradfem**. Elle est invitée sur M6 à l'automne 2022 lors de la soirée docu et débat sur les enfants trans. Elle suit et partage **Genitori De Gender**, le **Scottish Feminist Network** ainsi que l'**Écologie radicale incivilisée de Minsky**. Très active sur les réseaux, elle partage également des contenus anti-vax, et publie de faux témoignages. Elle infiltre aussi des groupes Facebook en non-mixité trans pour ensuite afficher et moquer les posts qu'elle y trouve sur sa page publique.

Gravitant autour d'**Ypomoni**, on retrouve **Sophie Robert**, scénariste handiphobe et nationaliste, principalement psychophobe. Elle réalise un film transphobe (où elle invite notamment **Anissia Docaïne-Makhrova**) qu'elle publie sur son site **Dragon Bleu TV** (suite de l'association **Ninsun Project** qu'elle a créée et de son entreprise **Océan Invisible Production** où elle fait également la promotion du podcast **Rebelles du genre**) et est accueillie par la **WDI**. Elle soutient **Rowling** et instrumentalise la cause des personnes autistes (et psychiatrisé-e-s) pour les présenter comme des « victimes des idéologies trans » (car proportionnellement plus de personnes autistes sont

aussi trans, comparé à la population alliste). Elle fait également la promotion des thérapies comportementalistes, équivalentes aux thérapies de conversion, pour les personnes autistes.

L'AMQG (Approche Mesurée des Questionnements de Genre chez les jeunes) est fondée à Genève en 2021 sous l'impulsion de Stéphane Mitchell (scénariste) et d'Isabelle Ferrari (actrice), parents d'une jeune personne trans, et travaille également avec la WDI. La journaliste Anna Lietti en fait également partie et fait la propagande du groupe dans les médias (*Le Temps*, *Bon pour la tête...*).

On peut tracer l'origine numérique de l'**Observatoire de la Petite Sirène** – Observatoire des discours idéologiques sur l'enfant et l'adolescent – au site **P@ternet**. Celui-ci a été cofondé par des militants royalistes et relaie nombre d'articles anti-avortement, antiféministes, anti-PMA (de LMPT, Juristes pour l'Enfance, Alliance VITA, Associations Familiales Catholiques, SOS Papa, etc). Cet observatoire est fondé début 2021 par **Céline Masson et Caroline Eliacheff** et est hébergé par l'**Institut Contemporain de l'Enfance**.

Eliacheff est une pédopsychiatre psychanalyste, islamophobe et homophobe. Elle suit les doctrines de Dolto et est co-fondatrice de l'association **La Cause des bébés** (avec notamment **Myriam Szejer**, pédopsychiatre psychanalyste et présidente ainsi que Catherine Dolto). Elle se positionne contre le PACS. Elle co-publie avec Masson *La Fabrique de l'enfant transgenre* (2022) et intervient sur **Sud Radio**.

Céline Masson intervient aussi sur Sud Radio et est également psychanalyste. Elle enseigne à l'Université de Picardie Jules Verne avec **Anna Cognet** (psychanalyste, co-directrice de cet observatoire avec Eliacheff et Masson et signataire des textes de l'**Observatoire du Décolonialisme**). Avec Isabelle de Mecquenem (philosophe et autrice de Comité Laïcité République), Masson co-dirige la collection « Questions sensibles » chez Hermann où elle a publié en février 2022 *Crise des repères identitaires : race, sexe, genre*. Elle est proche du cabinet du ministère en raison de ses fonctions dans le **Réseau**

de Recherche sur le Racisme et l'Antisémitisme (RRA), au sein duquel elle critique l'antiracisme décolonial.

L'Observatoire de la Petite Sirène est très proche des milieux psychanalytiques (Masson est membre de l'Espace Analytique, dont **Elisabeth Roudinesco** est membre honoraire, et de la Société de Psychanalyse Freudienne). L'Espace Analytique est un collectif fondé par **Maud Mannoni** (psychanalyste lacanienne) en 1995, en lien avec les éditions **Érès** et se basant sur l'enseignement de Dolto. Son secrétaire général, **Patrick Landman**, gère la liste mail via laquelle l'Observatoire de la Petite Sirène s'est fait connaître. Il publie via sa revue des textes transphobes. **Roudinesco**, quant à elle, cofonde l'**Institut Histoire et Lumières De la Pensée** (IHLDP) en 2021 et organise des conférences transphobes (« La question de la transidentité » avec **Liliane Kandel, Laurence Croix, et Patrick Landman**). Son institut est relayé par le **GNIPL** (groupe complotiste) où on retrouve un membre du CA de l'Observatoire, **Jean-Pierre Lebrun**. Ce dernier est un psychiatre psychanalyste, vice-président de l'Association lacanienne internationale (où il participe avec Masson à un colloque avec des présentations transphobes). Il est aussi président de l'Association Freudienne Internationale et publie *La dysphorie de genre* aux éditions Érès (où il dirige la collection Humus).

L'Observatoire de la Petite Sirène est également proche de la psychiatrie (par plusieurs de ses membres dont **Claire Squires** du Congrès Français de Psychiatrie) et des doctrines de Dolto (**Catherine Dolto**, présidente de l'association Archives et Documentation Françoise Dolto, est au conseil scientifique) ainsi que du **Comité Laïcité République et de l'Observatoire du décolonialisme** (via Anna Cognet). Cet Observatoire est cofondé en 2021 par **Xavier-Laurent Salvador** (auteur du *Petit manuel à l'usage des parents d'un enfant woke*) suite à « L'Appel des 76 » publié dans Le Point. C'est une émanation du **LAIC** et un partenaire de l'**Express** (fondé par la mère d'Eliacheff, où sont publiées les tribunes de l'Observatoire de la Petite Sirène). Il reçoit le soutien du **Comité Laïcité République** et organise un « faux » colloque, « Après la déconstruction, reconstruire les sciences et la culture », à la Sorbonne avec le Collège de Philosophie (association sans reconnaissance

universitaire, à ne pas confondre avec le renommé Collège International de Philosophie).

On note également la proximité de l'Observatoire de la Petite Sirène avec le milieu catholique (par **Pauline Quillon**, journaliste de **Famille chrétienne** et autrice d'*Enquête sur la dysphorie de genre*). Parmi les membres du « groupe de travail de l'Observatoire », qui a conçu le document présenté au service de **Blanquer**, figurent notamment **Olivia Sarton**, **Anne-Laure Boch** et **Jean-François Braunstein**. Ce dernier est un philosophe qui publie en 2018 *La Philosophie devenue folle : le genre, l'animal, la mort*, ouvrage dans lequel il critique notamment John Money, Judith Butler, Peter Singer ou encore Donna Haraway. Il leur reproche d'effacer les limites entre les hommes et les femmes, les animaux et les humains, les vivants et les morts. Son ouvrage *La Religion Woke* (2022) défend l'idée que le « wokisme » est une religion, notamment en raison de son prétendu refus, à travers ce qu'il nomme « théorie du genre », de la réalité physique et de ses limites. Il intervient sur **Sud Radio et Europe 1** et préface la traduction en français de l'ouvrage d'**Abigail Shrier**.

Également au CA de l'Observatoire de la Petite Sirène, on trouve **Nicole Athea**, une gynéco-endocrinologue se positionnant contre la GPA. Elle publie *Changer de sexe : un nouveau désir* et, plus récemment, *Quand Les Filles deviennent des garçons* avec **Marie-Jo Bonnet**. Elle participe à des conférences organisées par **Regards de femmes** et la **WDI**. Elle est aussi coresponsable du **Collectif pour le respect de la personne (CORP)**.

Le **CORP** et le **CIAMS (Coalition Internationale pour l'Abolition de la Maternité de Substitution)** sont tous les deux anti-GPA. Le premier est créé en 2013 et compte **Marie-Jo Bonnet** (ex-MLF) comme membre fondatrice. Il réalise plusieurs actions de lobbying anti-GPA. En 2019, il est l'une des associations co-fondatrices de la CIAMS avec, entre autres, **OLF**, **CQFD Lesbiennes féministes**, **BaGdam Espace Lesbien**, **PDF Quebec (association transphobe)**, **Zéromacho**, **le Mouvement du Nid**, **Regards de Femmes**, **La ligue du Droit International des Femmes** et **Alliance Vita**. Les deux co-présidentes sont **Marie Josèphe Devillers** (qui publie dans

Le Figaro et est notamment invitée par **Casaux**) et **Ana Luana Stoicea Deram** (formatrice à l'**IRFASE**). Elles publient un livre anti-GPA aux éditions L'échappée.

L'Observatoire de la Petite Sirène fait plus récemment pression sur les sénateurs pour la loi sur l'interdiction des thérapies de conversion. Plusieurs membres de l'Observatoire (**Braunstein, Eliacheff et Masson**) sont invités par le **Café laïque**, co-fondé par Fadila Maaroufi (anthropologue islamophobe) à l'automne 2021. On retrouve **Enthoven** ainsi qu'**Elisabeth Badinter** dans son comité scientifique. Stern y était également invitée au printemps 2023.



ANALYSE : L'ANTIFASCISME DEPUIS UNE PERSPECTIVE TRANS PAR EMILY GORCENSKI

Texte publié dans *¡No pasarán! Antifascist dispatches from a world in crisis*, Shane Burley, AK PRESS, 2022. Traduction collective.

LE CONTEXTE

À l'occasion d'un discours de Richard Spencer à l'Université de Floride en 2017, prononcé quelques semaines seulement après le rassemblement meurtrier « Unite the Right » (« Unissons la Droite ») à Charlottesville, en Virginie, le fondateur du mouvement « alt-right », le néonazi Colton Fears, était interviewé par un journaliste du Huffpost. « *En gros, j'en ai juste assez d'être taxé de cisgenre, je suis un mec blanc, plutôt de droite et Républicain, et je suis diabolisé si je n'accepte pas certaines choses* ». Les néonazis et néofascistes actuels tentent souvent de se présenter en victimes plutôt qu'agresseurs, souvent en dévoyant le langage de la justice sociale issu de la gauche progressiste. Fears, avec sa raie sur le côté, de rigueur dans l'*alt-right* (« droite alternative »), et un pin's d'un symbole nazi, ne faisait en l'occurrence pas exception à la règle. Mais c'est son utilisation du terme « cisgenre » qui attira mon attention. Entouré d'une nuée de médias, il vendait l'idée que c'était parce qu'il était blanc et parce qu'il était un homme – et incidemment qu'il n'était pas transgenre – qu'il était la vraie victime, qu'il était réduit au silence et que ses opinions étaient exclues du discours dominant. Quelques heures plus tard, Fears était arrêté pour complicité de tentative de meurtre, accusation pour laquelle il plaidera coupable et fut condamné à cinq ans de prison.

Durant les années 2010, les droits des personnes LGBTQIA+ connurent des avancées considérables dans les pays industrialisés. De la légalisation du mariage pour tou-te-s à un renforcement de la protection des droits civiques, les droits des personnes queers semblaient en nette progression. Fin 2015, la

procureure général (*l'équivalent étasunien du Garde des Sceaux en France, ndt*) des États-Unis, Loretta Lynch, annonça que le Département de la Justice commencerait à inclure les discriminations envers les personnes trans dans les mesures de protection de la section 1557 de la loi sur l'accès aux soins (« Obamacare »), ce qui donnerait lieu à des remboursements considérables des soins médicaux de transition. Deux ans plus tôt, Laverne Cox était mise à l'honneur en couverture du *Time magazine*, sous la une « The Transgender Tipping Point » (Le point de bascule Transgenre). Les allié·e·s cisgenres commencèrent à soutenir les droits des personnes trans et, pendant un bref moment, le mouvement pour l'égalité des personnes transgenres a semblé faire un grand pas. Hélas, ces avancées rencontrèrent de sérieuses résistances.

Devant l'échec des néoconservateurs qui menèrent une politique centrée sur l'économie au cours des années 2000, la droite américaine avait besoin de renouveau. Les ratés du mouvement « Tea Party » à la fin des années 2000 avaient montré que les dépenses gouvernementales et l'austérité ne suffiraient pas à rallier l'Amérique conservatrice sous une seule bannière. La droite américaine avait besoin de quelque chose de plus jeune, de plus original pour la différencier de l'ennuyeux et rebutant mouvement néoconservateur qui domina toute la fin du XX^e siècle. C'est le mouvement néoréactionnaire (NRx) qui leur sembla le plus prometteur. Captivant et intellectuel, NRx prospérait en ligne, sachant capter le genre d'énergie moderne et propre à la génération Y (les « milléniaux ») que le *Tea Party* n'avait pas su intéresser. Le NRx fit entrer le conservatisme moderne dans l'ère des réseaux sociaux et présenta ainsi les idées conservatrices à la Génération Y. Mais le mouvement, qui imitait la prose fastidieuse et le vocabulaire complexe et spécialisé de la gauche académique, n'a pas su séduire le grand public en dehors des sphères numériques. C'était prometteur, mais trop abstrait.

Au même moment, un drame se déroulait dans les confins de l'Internet. Le *Gamergate*, dépassant son point de départ, devint rapidement le théâtre d'une bataille entre le féminisme troisième vague et le système patriarcal. Apparu sur les réseaux sociaux, le *Gamergate* fut un phénomène limité à la sphère

virtuelle, la majorité de ses participants étant des milléniaux lassés d'être critiqués et marginalisés par les chaînes télés et les éditorialistes. C'est dans ce mouvement que les modèles et pratiques de ce qui serait connu plus tard sous le nom de mouvement « alt-right » se sont consolidés.

Le *Gamergate* popularisa le terme péjoratif de *Social Justice Warrior* (« Guerrier de la Justice Sociale ») et de nombreuses personnes trans ainsi que des femmes cisgenres furent visées par ce mouvement. Car, en effet, le *Gamergate* était intrinsèquement antiféministe et transphobe et c'est là que furent semées les graines de ce qui deviendra le mouvement néofasciste contemporain. Dès la fin 2016, une fraction significative du mouvement *Gamergate* évolua en un mouvement culturel anti-« politiquement correct », communément décrit aujourd'hui comme l'*alt-right*.

Une caractéristique centrale de ce mouvement fut son acceptabilité pour la culture grand public. Bien qu'il fût indéniablement suprémaciste blanc, ce mouvement exploitait les préjugés et l'ignorance du grand public. Au lieu de parader avec leurs crânes rasés et avec des tatouages de croix gammées, iels présentaient bien.

Plutôt que d'écrire des articles de blog incompréhensibles de 10 000 mots dépeignant avec moult détails leur vision d'un ethno-état blanc et monarchiste, comme le faisaient les NRx, ce nouveau mouvement parlait de manière simple et parfaitement adaptée au fonctionnement éphémère des réseaux sociaux : « partage d'abord, lis ensuite ». Certaines organisations conservatrices, en demande d'un changement de paradigme après leur défaite d'Obergefell v. Hodges, virent le potentiel de ces batailles numériques au sujet du féminisme. Milo Yiannopoulos, rédacteur chez Breitbart News Network, devint une figure majeure du *Gamergate* ; très vite, il utilise sa plateforme pour s'attaquer régulièrement à des personnes trans ciblées individuellement. Yiannopoulos, homme gay tumultueux au très snob accent anglais, échappait à l'image habituelle des suprémacistes blancs. En 2017, les médias conventionnels, peut-être décontenancés par l'apparence de figures telles que Yiannopoulos et Spencer, font des descriptions élogieuses de ces leaders

émergents, qui se révélèrent bientôt appartenir à un mouvement suprémaciste blanc, dangereux et violent.

Ce nouveau courant de la droite fit une démonstration de force en prenant d'assaut des espaces généralement progressistes. Lors d'une tournée de conférences ciblant des universités publiques considérées comme libérales et progressistes, Yiannopoulos exploita les principes de la liberté d'expression pour y diffuser une rhétorique incendiaire. Fin 2016, il humilie publiquement une étudiante transgenre en la mégenrant, en utilisant son nécronyme et en se moquant de son apparence. Quelques semaines plus tard, des manifestant-es antifascistes protestèrent contre son discours à l'Université de Berkeley (Californie). C'était le premier d'une longue série d'événements en 2017 appelés ensuite la « Bataille de Berkeley ». Les rassemblements politiques incluant de violents néonazis devinrent de plus en plus réguliers. Si bien que dès le printemps 2017, cette guerre culturelle commencée sur les réseaux sociaux, s'était déplacée dans les rues, où le sang coula cette fois pour de vrai.

LA REIFICATION DE LA SUPREMATIE BLANCHE

Cette histoire abrégée, incomplète et simplifiée, établit la haine des trans comme levier crucial pour l'extrême-droite moderne. Nous devons également reconnaître que le mouvement néofasciste moderne est intimement mêlé à l'antisémitisme, l'islamophobie, la négrophobie, la xénophobie, la misogynie, l'homophobie, le validisme, et bien d'autres formes de haine. Il est inutile de hiérarchiser ces haines, déterminer la pire ou la plus violente et il faudrait encore parler de leurs intersections.

Cependant, dans ce chapitre, nous nous concentrons sur la haine de l'extrême-droite envers les personnes trans et le rôle que les personnes trans jouent dans l'antifascisme contemporain. Le·a lecteur·ice est prié·e de considérer ces écrits à travers un prisme intersectionnel par défaut, à la fois pour l'expansion de sa réflexion et pour la praticité de la lecture (et de l'écriture !) de ce qui suit.

En effet, une discussion du besoin et de la pertinence des formes comparées d'analyse arrive, mais, avant de nous engager dans la théorie, il est nécessaire de mieux comprendre le contexte présent.

Il ne fait aucun doute à présent que l'*alt-right* est fondamentalement un mouvement suprémaciste blanc et que bien des figures de la période du *Gamergate* ont collaboré avec les suprémacistes blancs. Des mails divulgués en octobre 2017 ont montré que Yiannopoulos lui-même a travaillé de près avec des personnalités suprémacistes et néo-nazies lorsqu'il était en poste à Breitbart. La suprématie blanche est inséparable du concept de blanchité et le fait que le suprémacisme blanc constitue une part substantielle de la politique actuelle n'est pas une nouveauté. Cependant le mouvement suprémaciste blanc de la fin des années 2010 a une apparence très différente de la décennie précédente.

L'*alt-right* a eu beaucoup plus de succès dans son recrutement et son développement que ses prédécesseurs suprémacistes. Cela est en partie dû au fait que le mouvement a capitalisé sur les politiques d'identité, dont l'identité trans. La différence est dans le cadre et les objectifs. Tandis que les précédents mouvements suprémacistes recrutaient souvent en se basant sur une vision grandiose future d'une nation blanche – par exemple –, l'*alt-right* s'est concentrée sur des problèmes immédiats largement partagés. Elle est devenue maîtresse en « entrisme » ; la radicalisation des gens normaux. Pour reprendre son langage, l'*alt-right* voulait « faire prendre la pilule rouge » aux « normies ». Pour ce faire, il fut nécessaire de créer des couches successives d'abstraction entre les discours de l'*alt-right* et ceux des suprématistes blancs habituels, rendant, contre toutes attentes, le lien d'autant plus difficile à faire entre les deux pour les lecteur·ice·s non aguerri·e·s. Ce n'est pas une erreur : pour expliquer comment la haine envers les personnes trans est un concept de la suprématie blanche, il faut faire un voyage plus complexe à travers l'histoire, le colonialisme et les études de genre – des sujets sur lesquels une personne cisgenre moyenne a peu de chance de se pencher régulièrement.

L'*alt-right* a pu se développer aussi rapidement en faisant pression sur différentes questions simultanément. L'avortement, l'immigration et le droit

d'accès aux toilettes pour les personnes trans sont devenus des points d'entrée dans les mouvements suprémacistes blancs. Durant l'année 2016, pendant la campagne présidentielle étasunienne, les « guerres de mèmes » entre la droite et la gauche ont été un terrain d'affrontement sur les réseaux sociaux. Ces campagnes furent le théâtre de l'expansion et du perfectionnement des tactiques du *Gamergate*. Une campagne de harcèlement coordonnée par Yiannopoulos ciblait l'actrice de *Ghost Busters* Leslie Jones, une femme noire, au point qu'elle dut supprimer sa présence en ligne. Le candidat de l'époque, Donald Trump, partageait régulièrement des mèmes de l'*alt-right*, offrant ainsi une légitimité au mouvement grandissant. Il est impossible de quantifier le rôle qu'ont joué ces provocations digitales dans l'élection de Trump. Il est néanmoins clair que, en parallèle avec des commentaires conservateurs habituels en ligne, ces comportements ont eu un rôle dans ce qu'Hillary Clinton a appelé le « panier des déplorables », commentaire que la droite s'est empressé de transformer en cri de ralliement et source de fierté. Après l'élection de Trump, l'*alt-right* a gagné sa plus grande bataille jusqu'alors dans une guerre culturelle en expansion perpétuelle.

Le racisme systémique ne peut pas être négligé dans cette discussion. Au début de l'année 2017, les Etats-Unis avaient déjà adopté une interdiction de séjour pour les personnes arrivant de cinq pays à majorité musulmane et commençaient les préparatifs pour construire un mur à la frontière. Après des années de manifestations *Black Lives Matter* contre les violences policières, au moins cinq états examinaient des lois limitant la responsabilité des conducteurs renversant des manifestant·e·s dans la rue. Le mouvement conservateur renaissant profitait de ses succès à répétition, permis par les réseaux sociaux. Rapidement, l'identité trans est devenue synonyme de la pensée progressiste pour la droite, avec des mèmes conservateurs parodiant les discours trans, à base de blague sur s'identifier en tant qu'« hélicoptère d'attaque » et des réprimandes en ligne avec des boutades comme « Est-ce que tu viens vraiment de présupposer de mon genre ? ». En peu de temps, les droits trans étaient devenus le sujet de presque toutes les blagues conservatrices.

L'*alt-right* n'a pas non plus chômé. Des conversations de néo-nazis et de l'*alt-right* ont fuité, montrant que la haine des trans était un incontournable des discussions d'extrême-droite. Des activistes antifascistes trans, moi incluse, ont été ciblé-e-s en ligne et physiquement.

Le 11 août, alors que je livestreamais la tristement célèbre marche aux flambeaux néo-nazie « Unissons la droite » à l'Université de Virginie à Charlottesville, un néo-nazi nommé Taylor Wilson m'a hurlé au visage « Quel genre de monstre es-tu, pour te couper les parties ? ». Tout au long du weekend, je fus la cible de commentaires tels que « La science dit qu'il n'y a que deux genres ! » et « C'est un mec ou une meuf, beurk ».

Dans des discussions fuitées, un autre néo-nazi a posté une photo du pare-buffles devant son véhicule avec le commentaire « Il mange des travelos », une insinuation peu subtile qu'il m'écraserait bien avec plaisir dans la rue.

S'il y a une idée principale à retenir de cette brève histoire de l'*alt-right*, c'est que la transphobie est un des boulevards actuels où le néofascisme marche main dans la main avec le conservatisme traditionnel. Au cours de mes recherches sur la suprématie blanche contemporaine, du néofascisme, et de l'*alt-right*, j'ai trouvé que les groupes et organisations modernes sont principalement préoccupés par la construction d'un mouvement. Dans ce cadre, la persécution envers les personnes trans devient un axe de haine qui est plus « légitime » dans les idées conventionnelles. Le sentiment anti-trans ne requiert pas le même genre d'appels du pied⁵ que d'autres formes de haine. En effet, comme je vais l'expliquer plus loin, la haine des trans profite d'un ancrage fort et conventionnel même au sein des mouvements qui se considèrent eux-mêmes comme libéraux ou progressistes. Aborder le fascisme et l'antifascisme sous le prisme de l'identité transgenre nous demande de

⁵ On peut aussi voir la locution anglaise *dog whistle*, littéralement « sifflets à chien », comprendre des symboles et mots connus par une minorité de personnes qui servent à véhiculer des propos antisémites, racistes... sans qu'ils soient considérés comme tels, ndlt.

considérer comment la haine des trans est une forme de suprématie blanche à la fois banale et embryonnaire ; aborder la haine des personnes trans parmi les extrémistes fascistes nous demande de considérer cette même forme de haine dans la vie courante et quotidienne.

Nous devons comprendre la suprématie blanche comme une force de consolidation, d'exclusion, conçue non seulement pour rassembler le pouvoir dans la blanchité mais également à travers le patriarcat, la suprématie chrétienne, le colonialisme et la cishétéronormativité. Dans ce cadre, j'ai identifié neuf principaux axes de haine à travers lesquels la suprématie blanche contemporaine influence et recrute dans la politique conventionnelle : la misogynie, l'homophobie, la transphobie, le validisme, la xénophobie, l'islamophobie, l'antisémitisme, l'autochtonophobie et la négrophobie. Ce sont les tuteurs autour desquels les groupes de suprémacistes blancs endurcis prennent racine pour piéger les personnes qui gravitent autour d'un espace où le racisme est partagé et généralisé.

Ces axes nous permettront de comprendre la haine des trans à travers le prisme du fascisme et de la suprématie blanche en utilisant une analyse comparée, sans s'engager dans des « Olympiques de l'oppression ».

sAu lieu de voir ces axes – et leurs intersections – en termes de qui est le plus mal loti, nous pouvons les comprendre par la façon dont les suprémacistes blancs les exploitent pour faire basculer des conversations, concocter des narratifs, recruter, essaimer en parallèle d'autres formes de haine, et finalement gagner leur accès dans le discours public. La suprématie blanche n'est plus une idéologie singulière, mais plutôt une accumulation de sujets à l'intersection entre plusieurs idéologies fondées sur la haine. En utilisant ce prisme, j'utiliserai des parallèles contemporains et historiques dans l'espoir d'illustrer comment les identités et vies trans doivent être défendues si l'on veut que le fascisme soit éradiqué.

LA TRANSPHOBIE DANS LE DISCOURS CONSERVATEUR CONTEMPORAIN

Confrontés à une série de défaites face aux forces progressistes et une récession généralisée engendrée par la guerre et les politiques d'austérité, les conservateurs contemporains se sont tournés vers des forces d'avantage réactionnaires afin de restaurer leur puissance. En l'espace de quelques années seulement, la rhétorique conservatrice a connu un changement de tonalité. Au lieu d'alerter leur électorat sur la menace que posent les libéraux pour leurs portemonnaies, iels ont sonné l'alarme en disant plutôt que les libéraux représenteraient bientôt une menace pour leur culture. Le mariage gay a bénéficié d'un important soutien public et les décisions rendues par la Cour Suprême des États-Unis (USA versus Windsor et Obergefell) furent les premières victoires importantes du camp progressiste dans les nouvelles batailles sociétales. Se tournant vers leur électorat évangéliste, les mouvements d'extrême-droite états-uniens – et internationaux – n'ont pas tardé à changer leurs fusils d'épaule pour un terrain d'attaque plus favorable : les droits des personnes trans.

En dépit d'une pression conséquente de la part des groupes pour la défense des droits des trans, des organisations de premier plan pour les droits civils ont laissé en arrière-plan le mouvement trans dans la lutte pour le mariage gay. L'égalité des droits pour les trans était vue, y compris au sein des organisations progressistes, comme une cause juste mais lointaine et qui de plus pourrait potentiellement mettre en péril le combat pour l'accès au mariage pour tou-te-s.

La droite a profité de cette opportunité pour utiliser les personnes trans comme un moyen de division au sein des progressistes et, ce faisant, a trouvé des allié-e-s tout disposés dans les mouvements néofascistes.

Depuis 2015, les actions législatives et la rhétorique contre les personnes trans ont augmenté sans discontinuer. La Caroline du Nord a fait passer le projet de loi Maison 2 (HB2), une loi consistant à restreindre le droit des personnes trans à utiliser les toilettes correspondant à leur genre dans les

bâtiments publics. Plusieurs douzaines de projets de loi similaires furent présentés à travers le pays. Fin 2016, durant la session ratée, un juge fédéral au Texas a encouragé une récente décision concernant la Section 1557 de l'Obamacare qui aurait assuré des droits égaux d'accès aux soins de santé pour les personnes trans.

Mi 2017, l'administration Trump a impulsé les premières tentatives pour interdire aux personnes transgenres de servir dans l'armée. Bien que la plupart de ces tentatives légales et législatives aient échoué, le message était clair : les conservateurs lançaient une offensive cinglante contre les progressistes et les personnes trans étaient la cible principale de cet assaut ouvertement hostile.

Les conservateurs présentèrent des arguments couramment entendus : les personnes trans, affirmaient-ils, seraient une menace pour les femmes vulnérables aux toilettes, pour les filles vulnérables dans les vestiaires, pour les familles vulnérables dans les espaces publics. Ils prétendirent que les personnes trans auraient une maladie mentale et que l'on devrait donc les plaindre, mais pas leur donner d'accès aux soins pour leur transition. Ils prétendirent que les personnes trans auraient des frais médicaux exorbitants que les comptes publics seraient obligés de prendre en charge.

Ces arguments n'étaient pas exclusifs au contexte étasunien. Sous Viktor Orban, le président hongrois d'extrême-droite, les cursus en études de genre dans les universités de Hongrie furent supprimés. La Roumanie suivit rapidement leur exemple, même si cela fut contré plus tard par la cour suprême de leur pays. Orban usa des pouvoirs conférés par l'état d'urgence durant la pandémie de COVID-19 afin d'engager des législations réactionnaires limitant les droits des trans : les noms légaux devaient correspondre à une liste de noms masculins ou féminins acceptables. Aucun nom neutre n'était autorisé et l'on pouvait seulement changer son nom pour l'un de la liste correspondant à son genre indiqué sur son acte de naissance.

En Pologne, Andrzej Duda est devenu président grâce à une campagne victorieuse sur un programme explicitement anti-LGBT. Sous Poutine, la

Russie a rendu illégal le militantisme LGBT. Dans la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, les marches des fiertés ont été la cible d'attaques à répétition. Au Brésil, la victoire de Jair Bolsonaro s'est faite sur la base d'une intense transphobie. Dans le monde entier, la transphobie était utilisée comme un marchepied pour encourager et renforcer l'extrême-droite et cela a joué un rôle décisif et efficace.

Ce qui est peut-être surprenant, en revanche, c'est le peu de résistance qu'offrit l'opposition. Plutôt que de confronter frontalement l'extrême-droite, les partis néolibéraux ont plutôt largement cédé sur ce terrain. Cela n'est peut-être pas uniquement une erreur stratégique. De fait, la triste vérité est que la transphobie est d'une tragique banalité au sein de ces groupes progressistes et néo-libéraux.

On ne trouve nulle part plus brillant exemple qu'au Royaume-Uni. Les personnes trans sont confrontées à une pluie de diffamations dans la presse anglaise grand public. Des célébrités de premier plan – parmi lesquelles Graham Linehan, scénariste de la série *the IT Crowd*, et J.K. Rowling, l'autrice d'*Harry Potter*, – ont usé de leur immense audience publique pour remettre en cause les droits transgenres, en particulier ceux des enfants trans et des organisations qui les soutiennent.

S'agissant des lois sur les toilettes publiques proposées par les politiciens conservateurs, les arguments que des figures telles que Rowling et Lineham utilisent sont des tentatives à peine voilées de faire passer de la haine pour une préoccupation légitime.

Ces arguments vont de l'inquiétude concernant la sacralité de la sécurité des femmes dans les espaces féminins, du bien-être des enfants à l'école, jusqu'aux droits des personnes qui explorent leur genre et finissent par conclure qu'ils sont cisgenres. Ce mouvement féministe s'est construit autour d'une catégorie d'essentialisme biologique : leur argument central est que la biologie est immuable, qu'il y a deux genres et que les personnes trans ne devraient pas se voir offrir les mêmes droits que les personnes cis de la même identité de genre.

Ce qui peut sembler étrange, c'est que le mouvement est en revanche étonnamment accueillant vis à vis des comportements anticonformistes. Un homme est libre de porter une robe, disent-ils, mais quelqu'un assigné homme à la naissance ne devrait jamais avoir accès aux espaces des femmes afin de protéger les femmes (cis). Ce mouvement s'est originellement défini lui-même comme féminisme radical excluant les trans. Se renommant ces dernières années en « féminisme critique du genre », il peut être difficile de voir immédiatement ses connexions avec le fascisme et à la suprématie blanche.

Après tout, le néo-nazi typique refuse sans ambiguïté un homme en robe ou une femme transgenre. L'extrême-droite repose sur ces apparentes contradictions. Parce que l'extrême-droite se conçoit elle-même comme étant contre le statu quo, il n'est pas rare pour les mouvements d'extrême-droite de rechercher une couverture idéologique en récupérant la légitimité des espaces centristes ou progressistes et en se positionnant de la même manière qu'eux. Par exemple, le mouvement *Boogaloo*, qui est à l'origine une milice violente cherchant à déclencher une guerre entre les races pour accélérer le déclin de la classe politique aux États-Unis, a tenté de se présenter en allié du mouvement BLM pendant les émeutes après le meurtre de George Floyd en 2020.

Néanmoins, une analyse plus attentive du discours TERF révèle comment le mouvement se relie aux nombreux autres axes de la radicalisation suprémaciste blanche que j'ai mentionnés plus tôt. Si on lit un forum de TERF assez longtemps, on va rencontrer nombre des arguments habituels répétés à l'envi par les blancs suprémacistes. Les transphobes vont souligner le fait que beaucoup de chercheur·euse·s trans étaient juif·ve·s, par exemple. Il est souvent suggéré que les personnes trans sont des malades mentaux qui nécessitent un internement ; il y a des arguments sur le fait que la dysphorie de genre est souvent une co-morbidité de l'autisme. Ce qui rend ces arguments si impactants, c'est que derrière se trouve souvent un fond de vérité.

Une propagande efficace n'est jamais construite que sur des mensonges, mais repose bien plutôt sur un mélange entre vérité, mensonges, et exagération afin de déborder le sujet dans une tentative de l'intégrer. La théorie conspirationniste la plus efficace et les histoires de « fake news » reposent sur ces éléments de vérité pour semer le début d'une idée en passant par le doute. Il est vrai que beaucoup des premier·ère·s chercheur·euse·s sur le genre et la sexualité étaient juif·ve·s. C'est vrai que les personnes trans, souvent du fait des traitements maltraitants et oppressifs de la société, font l'expérience de la dépression, de l'anxiété, du stress post-traumatique et d'autres soucis de santé mentale avec une fréquence disproportionnelle. Il est vrai que nombre de personnes trans sont en effet également autistes.

Ces faits pourraient être utilisés pour aller vers une meilleure prise en charge et augmenter l'acceptation par le public des personnes trans. De multiples études ont démontré que les personnes trans, lorsqu'elles ont accès à des services de soins médicaux, de santé mentale et légaux adaptés, ont de bien moindres taux de tentatives de suicide et une meilleure santé mentale et humeur.

Mais, au lieu d'utiliser ces faits pour faire pression pour un meilleur soutien des trans, les TERFs usent d'arguments complètement similaires dans leurs formes, voire identiques, à ceux utilisés par les néo-nazis et suprémacistes blancs qui prônent la violence envers les trans. La différence de structure est minime entre cet argument : « Cela ne me dérange pas qu'un homme porte une robe, mais il ne peut pas s'identifier comme femme pour utiliser mes toilettes » et celui-ci : « Je ne suis pas raciste, je pense juste que les blancs devraient être à la tête de leur propre ethno-état ».

En effet, le fait que le mouvement TERF soit si fort au RU signifie que ce n'est pas une coïncidence s'il participe à des formes de haine relativement majoritaires. Les TERFs ont souvent soutenu que les droits des musulmans devraient être réduits à cause des manières dont elles croient que certaines femmes musulmanes sont opprimées. Les TERFs, dont beaucoup s'identifient comme lesbiennes, sont souvent ouvertement hostiles aux femmes bisexuelles. Et, l'ironie étant que pour un mouvement qui se présente comme

« critique du genre », les TERFs viennent régulièrement policer les apparences des femmes cisgenres à la fois en ligne et dans les espaces IRL en les accusant de ressembler à des hommes.

Le fait que les arguments TERFs aillent aussi loin dans l'antisémitisme, l'homophobie, l'islamophobie et la misogynie – quatre des vecteurs de radicalisation présentés plus haut – n'est pas une erreur. Au moins une TERF connue a accepté une invitation à une discussion de la Fondation Héritage, une organisation évangéliste d'extrême-droite avec une importante influence politique aux Etats-Unis et au Royaume-Uni et un objectif ouvertement affiché de restreindre les droits reproductifs des trans, queer et femmes. Un livre récemment publié par Hélène Joyce s'opposant aux droits des trans inclut l'un des classiques absolus des tropes antisémites : que George Soros finance secrètement le mouvement transgenre. La ligue anti-diffamation a déclaré que : « Dans les cercles d'extrême-droite partout dans le monde, la philanthropie de Soros est souvent transformée pour alimenter les théories conspirationnistes de grande ampleur, notamment des allégations selon lesquelles il serait la tête pensante de complots globaux spécifiques ou qu'il manipule des événements particuliers pour arriver à ses fins. »

Joyce n'est pas la seule à tordre les faits afin d'attiser la peur d'une conspiration juive qui contrôlerait secrètement le monde, puisque le cliché remonte au moins au Protocole des Sages de Sion. La répétition à l'envi de ces stéréotypes est fréquente dans les mouvements suprémacistes blancs.

L'extrême-droite voit dans le mouvement TERF un double emploi : il peut être un levier d'influence pour rallier les gens à leurs causes réactionnaires et il peut utiliser le mouvement féministe pour lisser son image pour ceux qui manquent d'éducation et d'esprit critique concernant le discours sur le genre au XXI^e siècle.

Pour clarifier, les TERFs ne deviennent pas toutes néo-nazies, et beaucoup méprisent et désapprouvent ouvertement l'extrême-droite. Le but n'est pas de voir ces mouvements comme de simples sous-ensembles les uns des autres, mais plutôt de les voir comme un centre de gravité qui attirera un

certain pourcentage de participant-e-s pour les envoyer discrètement dans un orbite proche des suprémacistes blanc-he-s. Les néonazi-e-s n'ont pas besoin de recruter toutes les TERFs afin de volontairement ou non diffuser leurs messages de haine, le TERFisme est, par essence, un cheval de Troie idéologique pour un système de croyances bien plus virulent et haineux.

Ce schéma a déjà été observé. Judith Butler, universitaire de longue date sur le genre et auteur-ice de *Trouble dans le genre*, a publié une tribune dans le Guardian qui ne les rate pas en comparant ce qu'iel appelle le mouvement « antiggenre » aux mouvements fascistes tant contemporains qu'historiques. Exhortant les féministes radicales de rompre tout lien avec divers mouvements réactionnaires, l'essai de Butler se termine par un appel à une solidarité antifasciste qui est à la fois clair dans sa formulation mais ambigu dans son intention : est-ce qu'iel appelle à une solidarité antifasciste contre les formes excluantes du féminisme radical, ou est-ce qu'iel espère qu'un mouvement qui s'est défini par l'exclusion pourrait soudainement rejeter ses tendances fascistes ? Si c'est la dernière option, où trouve-t-on un précédent historiquement ?

LES LIENS AVEC UNE HISTOIRE PLUS ANCIENNE

Pour autant, il n'est pas inexact de considérer le mouvement TERF comme une forme directe de suprémacisme blanc quand on prend en considération un contexte historique plus lointain. Les personnes trans ont toujours existé et, quand on explore ce que le genre signifie dans un contexte moderne, notamment dans le monde industriel, blanc et occidental, on utilise une notion du genre largement imposée par le colonialisme et l'impérialisme européens qui trouve son origine dans l'Église. De l'empeur-ice romain.e Elagabalus aux Kinnar actuels en Inde, les identités non-binaires et trans sont présentes à travers les millénaires dans des cultures tout autour du globe.

En colonisant la Terre entière, les Européens ont imposé leurs modèles de genre aux populations indigènes. De nombreuses cultures furent éradiquées par des génocides, tandis que d'autres enterraient leurs modes de vie sous la surveillance du soldat impérial ou du missionnaire. L'effacement systématique

des identités trans et culturelles a eu des répercussions jusqu'à aujourd'hui. Parmi elles, on retrouve la croyance persistante et fautive en deux genres fixes, qui est contredite par de nombreuses recherches biologiques, psychologiques, sociologiques et anthropologiques.

Les idéologies fascistes ont historiquement rejeté la science et les preuves scientifiques quand celles-ci contredisaient leur vision du futur, dans certains cas en détruisant entièrement lesdites recherches. Durant le printemps 1933, peu après la prise du pouvoir en Allemagne par le *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* — le parti nazi originel —, un groupe de jeunes étudiants fascistes du *Deutsche Studentenschaft* (Syndicat Étudiant Allemand, DSt) pilla les bibliothèques et les archives universitaires dans 34 villes allemandes différentes. *Die Aktion wider den undeutschen Geist*, ou « l'action contre l'esprit non-Allemand » visait les travaux des penseur·euse·s de gauche, démocratiques et juif·ve·s jugés comme « immoraux ». Parmi les archives pillées pendant cette action, se trouvaient les archives de recherches de l'Institut de Sexologie à la Humboldt Université de Berlin. Dirigé par Magnus Hirschfeld, un sexologue juif, l'institut comportait certaines des premières études quantitatives détaillées et qualitatives sur ce que l'on reconnaît aujourd'hui comme étant la culture queer. Les DSt prirent plus de 25,000 livres et les empilèrent sur l'*Opernplatz*, sur la place devant l'opéra. Le nazi Joseph Goebbels prononça un discours enflammé devant environ 40 000 spectateurs, déclarant « non à la décadence et à la corruption morale » tandis que les flammes réduisaient les œuvres en cendres.

Il est bien sûr nécessaire de mentionner que les raids visaient l'intellectualisme juif et n'importe quelle analyse des raids nazis sur les études et cultures queers ne peut être séparée de l'antisémitisme génocidaire du parti. Mais il est possible d'explorer les raisons pour lesquelles les identités queers ont été exploitées si activement par les nazis pour étendre la haine populiste contre les Juif·ve·s et il faut reconnaître que, lorsque les TERFs modernes commencent à interroger les liens entre les Juifs et les personnes transgenres, elles avancent sur un terrain qu'un génocide a déjà recouvert de sang. De même, lorsque les TERFs ou les nazis insistent sur le fait qu'il n'y a

que deux genres, iels renforcent le génocide culturel perpétré contre les cultures indigènes par les colonisateurs européens dans le monde entier.

Il n'y a donc pas de différence significative entre la haine des personnes trans mise en avant par les néonazi-e-s et celle mise en avant par des mouvements plus conventionnels, de féministes auto-proclamé-e-s. Ainsi, un antifascisme qui soutient les personnes trans doit être prêt à cibler des éléments extérieurs à ce que nous pourrions considérer comme l'« extrême-droite » en temps normal.

DES ANALYSES COMPARÉES EMPOUVOIRANTES

Tout au long de ce chapitre, je me suis aventurée dans les eaux parfois difficiles de l'analyse comparative pour tenter d'expliquer pourquoi l'antifascisme doit être au cœur de l'éradication de la haine envers les personnes trans. L'analyse comparative risque d'aller trop loin et il est certain que nous voulons être sûr-e-s de ne pas détourner, déprécier ou nous approprier les horreurs des oppressions subies par les Noir-e-s américain-e-s pendant l'ère Jim Crow ou par les Juif-ve-s pendant l'Holocauste. Mais il existe aussi des personnes noires et trans, trans et juives et trans noires et juives, qui peuvent revendiquer ces héritages. En reconnaissant ces histoires, nous devons faire attention aux terrains que nous foulons de nos pieds.

Mais nous ne pouvons pas attendre que la charge de combattre et de contextualiser le fascisme échoit seulement à ceux qui héritent de toutes les intersections possibles d'identités. Il est possible d'avancer prudemment, tout en reconnaissant les diverses modalités du fascisme, et c'est même d'une importance capitale de le faire. Plutôt que de comparer les oppressions comme si elles étaient des blessures de guerre, une bonne analyse comparative maintient le projecteur focalisé uniquement sur les fascistes et les comportements fascistes. Nous devons reconnaître que les arguments utilisés aujourd'hui pour nier l'accès aux toilettes pour les femmes trans partagent les mêmes origines que les arguments utilisés lors de l'époque des droits civils pour justifier la ségrégation. Il ne s'agit absolument pas de comparer la vie des personnes trans d'aujourd'hui aux expériences des

personnes noires lors de la période Jim Crow, mais de reconnaître que les mythes utilisés par les fascistes pour propager leur haine restent inchangés. Il suffit de voir comment les arguments en faveur des toilettes, à l'époque et aujourd'hui, s'appuyaient sur les idées de vulnérabilité, pureté et d'innocence supposées des femmes cis blanches, sur des mensonges concernant l'agressivité et la nature prédatrice de « l'autre » et sur des mensonges concernant une prétendue épidémie d'attaques hors de contrôle dans les villes progressistes et tolérantes.

Pour combattre le fascisme, nous devons comprendre comment les fascistes façonnent leurs arguments, s'attaquent à leurs cibles et rallient des gens à leurs causes.

Il nous faut donc comprendre comment ces arguments sont aseptisés et mis en avant par les politiciens et élus plus traditionnels. Il nous faut également connaître notre histoire et comprendre que, bien que l'histoire se répète, elle ne le fait jamais exactement de la même manière. Pour être activement contre le fascisme, il faut donc comprendre et saboter les armes que les fascistes utilisent, ce qui inclut leur propagande. L'analyse comparée est un outil puissant pour vaincre les menaces du présent en utilisant les victoires durement acquises du passé.

En plus de notre considération pour le passé, nous pouvons également explorer les problématiques contemporaines pour comprendre comment le fascisme évolue, avance, se dissimule et s'étend. Kimberlé Crenshaw, qui a forgé le terme d'« intersectionnalité », le décrit comme « un prisme au travers duquel nous pouvons voir d'où le pouvoir vient et où il entre en collision avec le reste, là où il s'imbrique et se recoupe ». L'intersectionnalité exige de considérer les expériences et oppressions des personnes qui héritent de multiples identités, mais elle ne nous oblige pas à nous limiter à cette perspective. L'intersectionnalité est un outil d'analyse du pouvoir, ce qui en fait un outil très efficace pour combattre le fascisme — une philosophie principalement fondée sur le concept de consolidation du pouvoir. Quand la haine des personnes trans est utilisée comme justification pour des politiques qui jugent les femmes sur leur apparence, par exemple, on peut reconnaître

qu'il s'agit d'un préjudice grave pour les femmes transgenres et cisgenres, même si les femmes cisgenres ne sont pas pénalisées de la même manière. Combattre ces menaces ne peut pas reposer sur la seule responsabilité des personnes trans, mais il n'est également pas possible d'y résister sans elles. Tant que le fascisme s'attaque aux vies des personnes transgenres, il ne peut être combattu sans qu'elles jouent un rôle central dans la lutte.

L'ANTIFASCISME COMME UNE AUTODEFENSE (TRANS)

J'espère avoir pu amener le-a lecteur-ice à reconnaître un certain schéma dans ce chapitre : une symétrie où on part du contexte actuel puis historique puis où l'on inverse, tout en déplaçant progressivement l'attention des manières dont la haine des personnes trans est formulée vers les manières dont cette haine est combattue. Dans la suite de ce chapitre, j'explore comment les personnes trans peuvent être et ont été à l'avant-garde du combat contre le fascisme au XXI^e siècle, j'y inclus des propositions sur ce que les allié-e-s cisgenres peuvent faire pour soutenir leurs camarades trans.

Si les sections précédentes de ce chapitre fonctionnent, alors il devrait être facile de convaincre le-a lecteur-ice que l'idée de combattre le fascisme en tant que personne trans n'est pas une question d'activisme politique ou même de nécessité morale, mais plutôt une action nécessaire à l'auto-défense. Nous utilisons le langage de l'auto-défense car le fascisme, qu'il vienne de groupes extrémistes, de l'État ou de la culture, attaque directement et bafoue les droits des personnes transgenres à exister aussi librement que les personnes cisgenres dans la société.

Quand on parle de fascisme et de suprématie blanche, nous devons comprendre que cette analyse doit inclure de nombreux contextes avec des analyses, tactiques et approches différentes. Le combat contre la haine anti-trans se déroule sur trois fronts. En premier lieu, les groupes qui prônent la violence et l'exclusion des personnes trans continuent d'être une menace émergente et constitue notamment un risque de tueries de masse et de terrorisme. En second lieu, la répression et la violence étatique visant les personnes trans, soit directement par la police, soit indirectement via des

politiques (lois, etc.). Troisièmement, la culture dans son ensemble continue de permettre et de propager les violences envers les personnes trans en renforçant la binarité du genre, en représentant les personnes trans par des stéréotypes et en tirant parti du manque de protection juridique et sociale des personnes trans pour créer des environnements hostiles et non sécurisants. Être antifasciste en soutien aux personnes trans signifie donc d'être capable de naviguer sur ces trois fronts, en adaptant son approche quand nécessaire.

Le militantisme antifasciste prend de nombreuses formes, de la défense des intérêts politiques et juridiques, du mentorat interpersonnel, de l'activisme de rue, de l'activisme numérique, des campagnes de communication, de la représentation dans les médias, etc. Quand l'antifascisme est décrit en des termes d'autodéfense, cela évoque souvent des images de mobilisations de rue et de manifestations. Les personnes trans doivent être persévérantes dans la défense de leurs droits comme elles le sont dans la lutte contre le fascisme. Ce militantisme exige de nombreux changements de registres.

Ce qui peut être acceptable pour combattre une organisation néo-nazie dans la rue peut ne pas l'être pour faire face à la transphobie au travail. En même temps, il existe de nombreuses possibilités de rassembler l'énergie que les personnes trans et leurs allié-e-s apportent à la lutte sur un front et de la mettre au service de la lutte sur un autre front.

Par exemple, l'intensité des mobilisations que l'on peut voir pour s'opposer aux néo-nazis et à la police dans les rues est rarement déployée pour s'opposer aux TERFs qui s'organisent pour opprimer les jeunes trans dans les écoles. De même, les ressources légales qui sont utilisées pour défendre les personnes trans qui portent plainte contre leurs établissements scolaires ou leur travail sont rarement mobilisées pour aider les personnes trans arrêtées à des manifestations. Le combat contre le fascisme et celui pour les droits des personnes trans sont un seul et même combat.

Les personnes trans connaissent intimement les façons dont la transphobie se présente au quotidien, les « microfascismes » présents dans chaque

interaction. Cette expérience commune pour naviguer, malgré ces agressions petites et grandes, a contribué à la création d'une culture trans partagée. De nombreuses personnes trans connaissent de première main le genre de regards qu'elles reçoivent lorsqu'elles marchent dans la rue, la maladresse avec laquelle les étrangers interagissent lors d'une interaction sociale passagère, ou la difficulté (voir l'impossibilité) d'obtenir des soins médicaux appropriés.

Pour beaucoup de personnes trans, notamment les femmes trans blanches qui transitionnent à l'âge adulte, certaines de ces agressions sont les expériences d'oppression les plus flagrantes et les plus brutales auxquelles elles aient jamais été confrontées. Il n'est pas rare que des femmes trans s'engagent pour la première fois dans les politiques émancipatrices, après leur transition. Il ne s'agit pas ici d'un affront - j'admets que cette allégation décrit bien mon propre parcours politique.

Les femmes trans qui rejoignent les mouvements antifascistes, pour la justice sociale ou émancipatrice devraient se rappeler que la haine envers les personnes trans n'est qu'une façon parmi d'autres pour la suprématie blanche d'étendre son influence dans la culture populaire et la lutte pour l'égalité est une lutte qui dure depuis des siècles. Il est important que nous alignions correctement la lutte pour les droits des personnes trans en revendiquant un espace approprié aux côtés de, et non avant, d'autres luttes pour la justice sociale, tout en accordant une attention particulière aux problèmes uniques rencontrés par les personnes trans d'autres races, orientations sexuelles, genres, religions, statuts de citoyenneté, etc.

Il est important de reconnaître que, dans les pays riches et industrialisés, la culture trans n'existe pas de la même manière que la culture noire ou la culture indigène, par exemple. Bien qu'il y ait des ancêtres trans et qu'il y ait une longue histoire d'oppression envers les personnes trans, la culture trans ne bénéficie pas du même type d'héritage familial que les autres identités. Par conséquent, les personnes trans doivent exister dans et parmi une culture où les cisgenres dominant, avec peu de refuges appropriés où elles peuvent trouver refuge.

Il en résulte que la plupart des espaces trans sont intentionnellement créés comme des lieux de sécurité, dont l'expérience n'est pas similaire à celle que vivent les personnes noires qui grandissent dans un quartier noir en raison des politiques de ghettoïsation, par exemple. Cela ne veut pas dire que les personnes transgenres n'ont pas de rôle à jouer dans la lutte contre le fascisme, mais qu'elles doivent le faire en sachant que la libération doit être un objectif commun.

Tout comme la lutte pour l'égalité queer ne s'arrête pas avec la légalisation du mariage gay, la lutte pour l'égalité des personnes trans ne peut se terminer tant que toutes les personnes trans ne sont pas libres de toute oppression.

Les personnes trans qui s'engagent dans le combat antifasciste doivent donc se remettre en question et questionner leurs idées préconçues sur les autres axes d'oppression pour être autant informé.es que possible sur les mouvements politiques et sociaux qui y sont liés. L'activisme antifasciste nécessite une expertise étendue sur un large éventail de questions, ne serait-ce que pour comprendre que les fascistes ont de nombreuses façons de détourner l'attention et de réécrire les récits pour diviser leurs adversaires et les faire se battre entre eux.

Cette tactique est une approche privilégiée par l'État. Lors des manifestations de 2020 aux États-Unis après le meurtre de G. Floyd, des mouvements de protestation « Astroturf »⁶ se sont développés et ont tenté de diviser les éléments les plus radicaux du mouvement de protestation de ceux plus traditionnels, se divisant souvent le long des frontières raciales. Les personnes trans ne sont pas à l'abri de cette technique de « diviser pour mieux régner » et doivent y être attentives, en résistant à l'envie de confondre une tendance à remporter des victoires en matière de droits civils dans des affaires liées aux LGBT avec une véritable libération. Parallèlement, les

⁶ Technique consistant en la simulation d'un mouvement spontané ou populaire à des fins d'ordre politique ou économique pour influencer l'opinion publique.

personnes transgenres dont la politique se situe du côté le plus radical du spectre doivent être conscientes que l'action directe radicale entraîne souvent des conséquences qui sont subies d'abord par les communautés racisées et immigrées.

L'évaluation des risques est au cœur de toute forme d'activisme et les personnes trans encourent des risques spécifiques. Dans le cas de l'activisme de rue, une personne trans qui risque d'être arrêtée peut être incarcérée dans un établissement du genre opposé au sien, selon que son genre a été légalement modifié sur ses documents ou selon ses antécédents médicaux ou chirurgicaux.

Pour les personnes trans qui n'ont pas légalement changé de prénom, l'arrestation risque d'exposer publiquement leur prénom de naissance. De plus, des personnalités d'extrême-droite ont pris l'habitude d'utiliser leurs plateformes pour attirer l'attention sur les arrestations, même pour des délits mineurs, ce qui a conduit au harcèlement, à la fois dans les espaces en ligne et physiques.

Les personnes trans qui ont bénéficié d'interventions médicales (chirurgie ou hormonothérapie, par exemple) peuvent se trouver dans l'impossibilité d'accéder à des soins médicaux adéquats si elles sont incarcérées.

En plus des violences étatiques, les personnes trans politiquement actives risquent aussi de se faire harceler et de subir d'autres formes de violences. La transidentité est un objet central de haine et les personnes trans risquent d'être bien plus ciblées que les personnes cis au côté desquelles elles se battent. Une forme particulièrement peu originale de harcèlement consiste à contacter la famille ou l'employeur dans l'intention de outter la personne trans. Cela conduit à des pertes d'emplois, de foyers, ou d'autres formes de revenus et de stabilité. Pour autant, cet exil forcé de la société n'est pas uniquement le résultat d'un activisme trans, de nombreuses personnes trans ont perdu des ami-e-s, des membres de leur famille, des emplois et des liens sociaux juste en étant trans, nul besoin de faire de l'activisme radical pour ça.

Un·e lecteur·ice cisgenre peut commencer à comprendre pourquoi l'auto-défense des personnes trans et l'activisme antifasciste sont si étroitement liés ; l'acte de transition peut impliquer de perdre ou de rejeter tellement de son ancienne vie qu'il n'y a plus de différence substantielle entre le néo-nazi qui appelle au meurtre, le politicien qui vote contre l'égalité des droits ou le collègue qui refuse d'utiliser les bons pronoms.

Toutes les données disponibles suggèrent que les personnes trans représentent un peu moins de 1% de la population. À moins d'une calamité impensable, les personnes trans ne détiendront jamais une majorité démocratique. Si la libération trans pouvait être réduite à cet enjeu unique, elles seraient alors à jamais soumises à la tyrannie de la majorité. Une grande partie de la lutte contre le fascisme consiste à convaincre la majorité que son silence sur les questions d'oppression reflète une approbation tacite. Dans ce cadre, les personnes cisgenres ont naturellement un rôle à jouer tant dans la lutte contre le fascisme que dans la lutte pour l'égalité trans.

Mais pour ce faire, les personnes cisgenres doivent reconnaître que le fascisme et la transphobie sont liés et elles doivent accepter de s'en remettre aux personnes trans pour s'occuper des enjeux de lutte trans. Les personnes trans, quant à elles, se trouveront toujours sur les lignes de front de tout mouvement social, de sorte que ces conseils ne constituent pas un problème.

Néanmoins, la triste réalité est que même les espaces gauchistes ou émancipateurs sont trop souvent transphobes et patriarcaux. Pour être un mouvement antifasciste efficace, il est nécessaire d'interroger les préjugés et les comportements du groupe en matière d'oppressions basées sur les identités. À cet égard, il ne suffit pas d'accorder à une personne trans un rôle visible de « leader ». Il est trop facile de trouver une personne trans dont les politiques ne remettent pas en question les nôtres, puis de la couronner en tant que championne trans de la justice sociale.

Les personnes cisgenres doivent plutôt essayer de comprendre les dynamiques des oppressions des personnes trans. Elles doivent comprendre les raisons nombreuses et variées pour lesquelles tant de personnes trans

sont des travailleur-euse-s du sexe. Iels doivent comprendre comment les institutions refusent l'égalité des droits aux personnes trans.

Par exemple, les personnes trans (moi y compris) se voient parfois refuser le changement de nom sans autorisation médicale ou psychologique, même si la loi ne l'exige pas. Dans certaines juridictions, il n'est pas légal pour les personnes trans de changer leur acte de naissance, leur passeport, leur carte d'identité officielle, leur relevé de notes universitaire ou tout autre document nécessaire pour acheter une maison, déménager dans un autre pays, trouver un emploi, etc. Les personnes cisgenres, bien sûr, n'ont pas à franchir de tels obstacles pour que leurs documents juridiques correspondent à leur sexegenre. Lorsque des institutions et des états habilités imposent aux personnes trans des restrictions légales qui les privent d'une place égale dans notre société, il s'agit d'une forme de fascisme.

Par conséquent, pour être un-e allié-e des personnes trans, il faut être activement antifasciste. Il est facile de soutenir les ONG et les associations, mais les personnes trans vous diront que ce n'est pas suffisant. Des changements avançant trop lentement ont un coût mesurable sur les vies trans. Si l'antifascisme est une forme d'autodéfense, alors les personnes trans ont besoin que les personnes cis soient prêtes à agir pour les défendre, ce qui implique d'assumer les risques inhérents à cette action.

CROIRE QUE LA VICTOIRE EST POSSIBLE

L'antifascisme est fondamentalement une politique de l'espoir. L'antifascisme est, par sa nature, une lutte contre le pouvoir institutionnel et les politiques d'exclusions ; il n'existe pas d'antifascisme qui ne soit pas un dur combat. C'est une bataille qui cède souvent au désespoir, un désespoir qui n'est que trop familier pour les personnes trans.

Les études montrent que les personnes trans ont la plus haute prévalence de suicide, massivement due à un traitement injuste et discriminant de la société et à la perte d'un soutien social. Il y a des moments où la lutte pour l'égalité semble complètement impossible.

A Charlottesville, lorsque les néonazi-e-s ont défilé pour une marche aux flambeaux sur le campus de l'Université de Virginie le soir de « Unissons la droite » en 2017, il n'y eut pas de contre-manifestation importante, pas de black blocs, pas de lignes de police, juste un petit groupe d'étudiant-e-s et des membres de la communauté qui ont symboliquement fait une chaîne autour d'une statue et ont scandé « Les vies noires comptent ! », pendant que la pègre fasciste les encerclaient et les tabassaient. Lors de la retransmission en direct de ce qui avait précédé ce moment, j'ai demandé face caméra, à personne en particulier « Vous êtes ou bordel ?! ». Il n'y a pas de sentiment plus sinistre que de se sentir presque tout à fait abandonnée et seule face à une marche aux flambeaux d'une foule violente et fasciste.

Cette nuit du 11 août 2017 dépassa les limites admises des néo-nazis jusqu'alors. Tandis qu'ils nous gazaient, nous frappaient et nous arrosaient avec de l'essence, ils étaient dans un état d'énergie presque sexuelle, ivres de la violence et de l'ascendant qu'ils montraient contre un groupe de jeunes étudiant-e-s, étant dans un rapport de 10 contre 1. Motivé pour une part par les images terribles de cette nuit-là, les images des torches enflammées ravivèrent un esprit de résistance au cœur de la communauté, et le jour suivant marqua le moment où le terme « antifa » devint un terme connu de tou-te-s. Des centaines d'antifascistes de tous bords politiques vinrent s'opposer aux milliers de néonazi-e-s venus en force à l'appel d'« Unissons la droite ». Les néonazi-e-s débutèrent les hostilités, attaquant des membres du clergé, des journalistes et des manifestant.es pacifiques. Au fil de la journée, le monde pu assister à des images choquantes d'affrontements dans les rues habituellement paisibles de Charlottesville. Six hommes lynchèrent un jeune homme noir, DeAndre Harris, avec des bâtons et des manches de pioche alors qu'il était au sol, ils faillirent le tuer. Les photos dramatiques de l'événement ont fait réaliser à toute une nation que le mouvement pour les droits civils des années 60 n'était pas fini. Et la journée se ferma sur une tragédie de plus lorsque qu'un néo-nazi perpétra une attaque terroriste en fonçant avec sa voiture dans la foule de manifestant.es pacifiques qui avançait dans une impasse du centre-ville piéton de Charlottesville, tuant Heather Heyer.

Lorsque le président Trump ne prit pas la peine d'offrir une opposition sincère aux suprémacistes blancs et à leur violence, renvoyant dos-à-dos les « deux parties », la résistance antifasciste passa des marges à l'espace public. Lentement, mais sûrement, le monde commença à se rendre compte que les États-Unis étaient devenus un état fasciste. La ligne de démarcation avait été tracée.

La division que causa l'administration Trump par son soutien à la violence des néonazi-e-s s'aggrava en mettant en œuvre encore plus de politiques d'exclusions. Les images d'enfants réfugiés dormant sur des sols froids en béton au sud de la frontière des États-Unis divisa les Américain.es. Les meurtres de personnes noires contribuèrent à attiser la colère contre l'impunité des forces de l'ordre. Et les politiques anti-trans furent appliquées, allant du déni de soins de santé à l'interdiction de personnes trans dans l'armée.

Sentant le désespoir que causait ce moment, l'antifascisme ne renonça pas, même lorsque le président menaça de déclarer les antifas une organisation terroriste de l'intérieur (Antifa n'est pas une organisation et il n'y a rien dans la loi pour faire une telle déclaration, encore moins pour le faire suivre via l'exécutif). A rebours de tout ça, les antifascistes répliquèrent. La plupart des groupuscules néonazis qui avaient défilé à Charlottesville ont été dissous ou refondés. Des douzaines de néonazi-e-s furent envoyés en prison pour leurs violences. Les antifascistes dévoilèrent l'identité de douzaines d'autres, alertant ainsi les communautés à travers le pays de la menace extrême qu'ils représentaient en leur sein. Des plaintes suivirent. Les entreprises de réseaux sociaux prirent enfin des mesures en leur retirant leurs plateformes, leur empêchant l'accès à des moyens pour lever des fonds, recruter et se rendre populaires. Les personnes trans étaient au cœur de cette lutte, comme toujours. Et la lutte pour l'égalité des trans vit également des victoires. La Cour Suprême des États-Unis affirma que le Titre VII (*ndt : article du Civil Rights Act de 1964*) protège les individus transgenres, invalidant par-là les nombreuses tentatives d'empêchement pour assurer une égalité via les lois.

Et plus de personnes ont réalisé la dangerosité du Terfisme, marginalisant ainsi efficacement nombre de ses plus célèbres et visibles défenseur-euse-s.

A l'international, aussi, la résistance se développe contre le fascisme même si l'oppression est devenue plus forte. Les militant.es trans en Hongrie et en Roumanie ont continué de dénoncer les lois restreignant les droits à la reconnaissance de son identité de genre.

Une conscience grandissante au niveau international est enfin là sur le traitement réservé aux réfugié-e-s à la frontière européenne.

A Bangkok, en Thaïlande, les étudiant-e-s ont déployé un drapeau LGBT durant les manifestations pour la démocratie, un geste hardi dans une monarchie militaire où le crime de lèse-majesté a été utilisé largement pour imposer des condamnations très lourdes à ceux qui seraient dissident-e-s au pouvoir en place. Il est trop tôt pour déclarer une victoire contre le fascisme, ou encore de dire que les jeux sont faits en ce qui concerne la fin des oppressions, mais l'on peut s'inspirer de ces petites victoires autant que de celles qui grandissent.

Pour ma part, mon antifascisme a toujours été lié à mon identité trans. J'ai rencontré nombre de manifestant-e-s aux côtés de qui j'avais travaillé à Charlottesville, venus à une veillée pour Sage Smith, une jeune femme trans noire qui était portée disparue. Malgré les nombreuses menaces que j'ai endurées, le trauma et les insomnies, j'ai eu des liens personnels avec les actuelles résolutions entourant le mouvement néonazi dans la suite d'« Unissons la droite ». Wilson, qui m'avait hurlé dessus et agressée à la marche aux flambeaux du 11 août 2017, a poursuivi, plus tard la même année, avec une attaque terroriste ratée sur un train de la compagnie ferroviaire Amtrack et fut condamné à 14 années de prison. Fears, l'homme qui prétendait être silencieux parce qu'il est un homme blanc cisgenre, fut arrêté quelques heures après avoir fait cette déclaration pour complicité dans la tentative de meurtre d'un contre-manifestant antifasciste. Il fut condamné à cinq ans de prison.

Cinq ans plus tard, la paix n'est pas revenue depuis les événements à Charlottesville. Mais le monde va de l'avant, pendant que des émeutes

embrasaient le pays à la suite de l'assassinat de George Floyd, j'étais pour ma part à une veillée massive rassemblant 15 000 personnes sur *Alexanderplatz* à Berlin, l'esprit de résistance fut ravivé dans une cité hantée par les souvenirs de ce qui peut arriver si les antifascistes perdent la bataille. Je foule le sol de l'Université d'Humboldt, où le Dst rassembla les archives des intellectuel.le-s juif-ve-s, sur la place devant l'Opéra, rebaptisée *Bebelplatz*, un mémorial à l'endroit où les Nazis ont brûlé les archives de l'institut de Sexologie, sachant pertinemment que les personnes trans comme moi ont toujours fait partie de l'histoire et de la résistance.

Le dôme de la cathédrale Sainte-Edwige rappelle l'image de la rotonde de l'Université de Virginie et je songe aux nombreuses façons que l'Histoire a de se répéter, lorsque je communie à ceux dont les histoires furent réduites en cendres. Je regarde autour de moi, sachant que, même s'ils ont un temps perdu la lutte, que ma présence ici et maintenant – une femme trans libre, une militante antifasciste, une femme queer, une femme métisse, une immigrante – respirant l'air de liberté est une preuve que nous avons gagné. Et je crois que nous gagnerons encore.

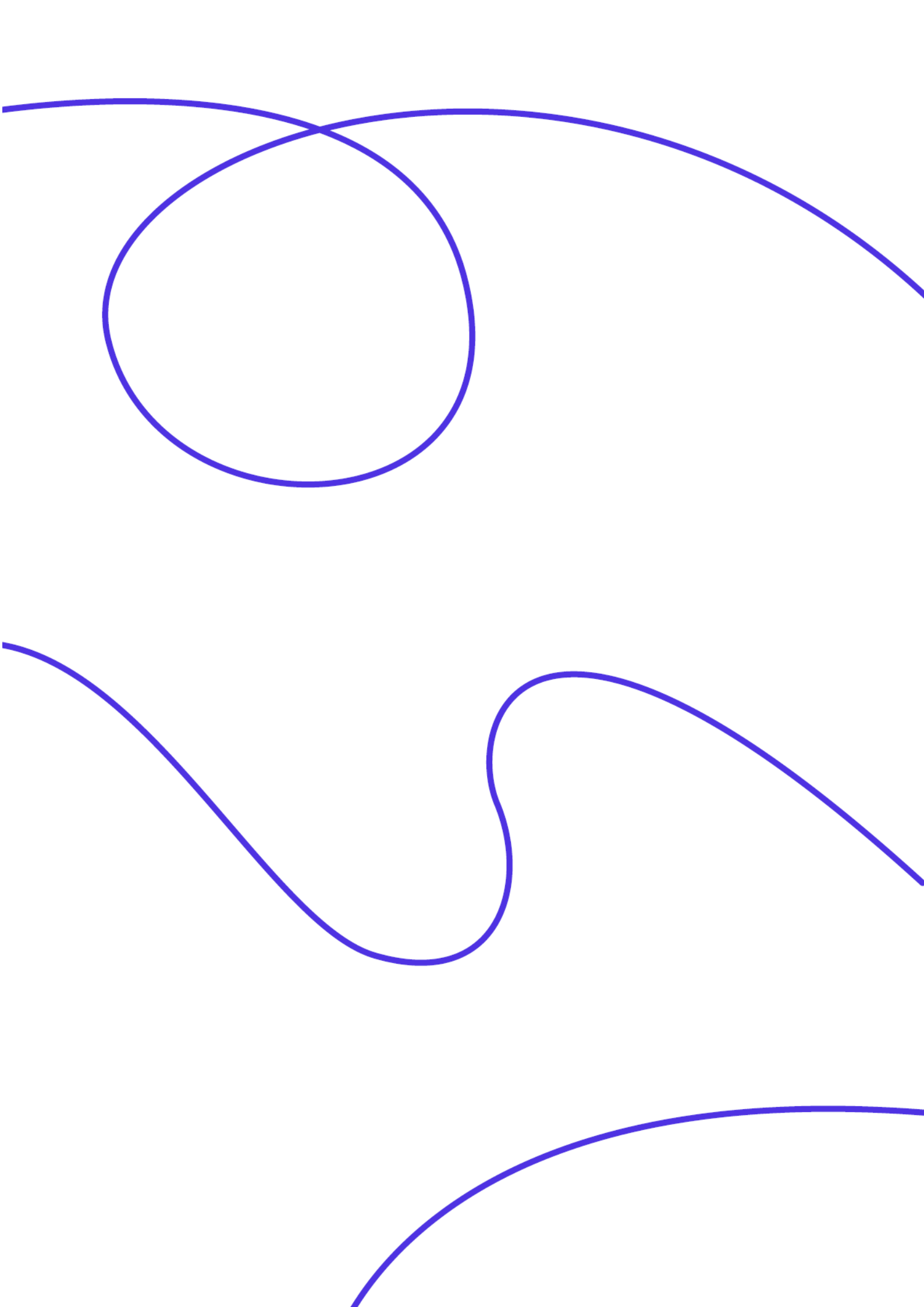
A la mémoire de Sage Smith, Amelia Perry, et tou-te-s les héros transgenres qui sont témoins de la lutte depuis les cieux.



**RESSOURCES POUR ALLER
PLUS LOIN ET BROCHURE EN PDF**

[Lien vers le framapad](#)







QUI SOMMES-NOUS ?

Suite à la mobilisation en novembre contre un événement organisé par DGR/Floraïsons pour propager des idées ouvertement transphobes, nous nous sommes retrouvé-e-s sur la nécessité de cartographier les différentes composantes qui font la nébuleuse transphobe.

C'est ainsi que le **Collectif d'Actions et de Recherche sur la Transphobie et l'Extrême-droite** (C·A·R·T·E) a vu le jour, avec un double objectif : mettre à jour les liens entre transphobie et idéologies réactionnaires et éclairer, dans les milieux militants et auprès du grand public, sur les argumentaires transphobes, qu'ils agissent sous couvert d'écologie, de féminisme, ou de protection de l'enfance.

→ **c.a.r.t.e-contact@proton.me**

→ **vigilanceantiterf@lists.riseup.net**